



fr



Union européenne
Politique régionale

info regio

| N° 17 | Septembre 2005 | **panorama**



**La coopération au cœur
de la cohésion**

Interreg en action

Sommaire

Les nouvelles orientations stratégiques communautaires pour la cohésion, la croissance et l'emploi

Ces orientations établiront des priorités pour la prochaine génération de programmes de la politique de cohésion, en aidant les États membres à mettre l'accent sur les domaines déterminants pour la croissance et l'emploi.

La coopération au cœur de la cohésion

Les défis de la coopération et les leçons d'Interreg, pour les nouveaux États membres... et les autres

L'Europe centrale et orientale constitue une aire géographique où la coopération ira en s'intensifiant encore à partir de 2007. Les expériences accumulées, les solutions trouvées aux difficultés rencontrées dans ces territoires en pleine mutation peuvent profiter à toutes les régions de l'Union.

L'évaluation d'Interreg III à mi-parcours

Le secrétariat du programme INTERACT a réalisé pour le compte de son autorité de gestion, la chancellerie fédérale autrichienne, une étude sur les évaluations à mi-parcours de l'initiative communautaire Interreg.

Interreg III A en action: Italie-Suisse, «Pamina», Autriche-République tchèque, Irlande-pays de Galles

Témoignage: Finlande-Russie

Reportage: Interreg III A France-Espagne — Aucune montagne ne nous sépare

La convergence des économies des deux pays, conjuguée aux programmes de coopération, a considérablement renforcé les échanges transfrontaliers entre la France et l'Espagne. Une tendance qu'Interreg formalise et dynamise.

Interreg III B en action: espace alpin, périphérie Nord, CADSES, Europe du Nord-Ouest

Témoignage: Conférence des régions périphériques et maritimes

Témoignage: Italie

Interreg III C en action: zones Nord, Ouest, Sud, INTERACT

L'état des régions réclame une solidarité accrue

Le troisième rapport d'étape sur la cohésion met en évidence de grandes disparités entre les régions.

REGIO & réseaux

En ligne

Photos (pages): Czech Tourist Authority (1), Commission européenne (4, 5, 8, 9, 10, 11), Ministerstwo Spraw Zagranicznych Rzeczypospolitej Polskiej (6, 7), Provincia Autonoma di Bolzano (14), Interreg IIIA Pamina (14), Nationalpark Thayatal GmbH (14), PACTS (14), Euregio Karelia (16), Institut Cartogràfic de Catalunya (16), F. Márquez (17), AEIDL (18), Ballet Biarritz-Donostia (19), PortilHon (19), ITEBE (21), DESERVE (21), Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf von Berlin (21), Foundation for Applied Water Research (21), Institut de la Méditerranée (22), Regione Emilia-Romagna (23), Västerbottens län (25), Senatsverwaltung für Wirtschaft, Arbeit und Frauen Berlin (25), VINTUR (25), IQ-Train Secretariat (25)

Couverture: Parachutisme en République tchèque

Ont également collaboré à la rédaction de ce numéro: Aiga Berke, Inge De Prins, Pierre Ergo, Véronique Faure, Jean-Luc Janot.

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, direction générale de la politique régionale

Ce magazine est imprimé en anglais et en français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 19 langues de l'Union européenne sur le site internet http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

4



7



12

14

15



16



21

22



23



25

26

27

28

Coopération et cohésion territoriales: une affaire de «cœur»

Quelles que soient les formes qu'elle prend et l'ampleur des actions qu'elle porte, la coopération entre les régions européennes est sans conteste l'une des dimensions les plus dynamiques et les plus visibles de la «valeur ajoutée communautaire».

Quinze ans après le lancement du programme d'initiative communautaire de coopération Interreg, ce sont des milliers de projets et de partenariats mais aussi une somme inquantifiable d'expériences, de savoir-faire et de «bonnes pratiques» échangés qui se sont concrétisés par-delà les frontières internes et externes d'une Union à douze, puis à quinze et maintenant à vingt-cinq États membres.

La Commission européenne en est bien consciente. C'est pourquoi, dans ses propositions pour 2007-2013, elle a inscrit la «coopération territoriale» parmi les trois grands objectifs de la prochaine politique européenne de cohésion. L'enjeu est d'intensifier la coopération à trois niveaux: coopération transfrontalière, à travers des programmes conjoints; coopération entre zones transnationales; réseaux de coopération et d'échange d'expériences dans l'ensemble de l'Union. L'objectif «Coopération» devrait ainsi favoriser un développement équilibré, harmonieux et durable du territoire européen.

Autre signe de reconnaissance de la coopération comme élément essentiel de la cohésion européenne, les programmes des deux autres grands objectifs («Convergence» et «Compétitivité régionale et emploi») proposés par la Commission comprendraient, eux aussi, des actions de coopération spécifiquement interrégionales entre les autorités participantes d'un programme et celles d'au moins un autre État membre.

Autant de raisons pour qu'*Info regio Panorama* redonne un coup de projecteur sur la coopération en y consacrant le dossier thématique de ce 17^e numéro. Il ressort de ces quelques articles, témoignages, reportages et présentations de projets qu'aujourd'hui plus que jamais, en cette période difficile pour la construction européenne, la coopération entre régions est au «cœur» même du modèle européen. Car la coopération, c'est d'abord des gens qui se rencontrent, apprennent à se connaître et travaillent ensemble.

La rédaction

Les nouvelles orientations stratégiques communautaires pour la cohésion, la croissance et l'emploi

Les commissaires Danuta Hübner (politique régionale) et Vladimír Špidla (emploi, affaires sociales et égalité des chances) ont présenté le 5 juillet une communication sur les orientations stratégiques communautaires pour la cohésion économique, sociale et territoriale ⁽¹⁾. Les nouvelles orientations établiront des priorités pour la prochaine génération de programmes de la politique de cohésion, en aidant les États membres à mettre l'accent sur les domaines déterminants pour la croissance et l'emploi.

Les orientations stratégiques communautaires sont un élément clé du dispositif mis en place pour la nouvelle politique de cohésion après 2007. Elles sont le lien entre les programmes opérationnels des États membres et les règlements relatifs au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen et au Fonds de cohésion. Sur la base des orientations stratégiques, les États membres établiront leurs propres priorités stratégiques en matière de politique de cohésion, en vue de leur intégration dans leurs programmes d'action nationaux «de Lisbonne» pour la croissance et l'emploi.

Les orientations stratégiques fournissent aux États membres et aux régions des priorités communautaires indicatives en ce qui concerne les programmes de cohésion. Elles mettent l'accent sur la nécessité de renforcer les synergies entre la politique de cohésion, les priorités nationales et régionales et la stratégie de Lisbonne. Elles renforcent l'appropriation de la politique de cohésion par les autorités régionales et locales, les partenaires sociaux et les autres parties intéressées. Les ressources limitées dont dispose la politique de cohésion doivent être concentrées sur les domaines où elles peuvent produire les meilleurs résultats en termes de croissance et d'emploi. Trois orientations générales ont été définies. Nous en résumons les grandes lignes.

Orientation n° 1: faire de l'Europe un lieu plus attractif pour les investissements et l'emploi

> **Étendre et améliorer les infrastructures de transport.** Les États membres doivent donner la priorité aux trente projets présentant un intérêt européen situés dans les États membres et les régions éligibles au titre de l'objectif de convergence. Il est également



Cours de navigation pour jeunes pêcheurs à Thyborøn (Danemark)

essentiel de prévoir des investissements complémentaires dans les liaisons secondaires, dans le cadre d'une stratégie régionale intégrée en matière de transport et de communication couvrant aussi bien les zones rurales que les zones urbaines. Il importe d'encourager les réseaux de transport viables du point de vue environnemental. Pour garantir une efficacité optimale des infrastructures de transport et promouvoir ainsi le développement régional, il y a lieu de mettre l'accent sur l'amélioration de la connectivité des régions enclavées avec le réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Les ports et les aéroports, en particulier, doivent être reliés à leur arrière-pays. Il convient enfin de mettre l'accent sur le développement des «autoroutes de la mer» ⁽²⁾ et sur le transport maritime de courte distance lorsqu'il constitue une alternative viable aux transports routier et ferroviaire de longue distance.

> **Améliorer la contribution environnementale à la croissance et à l'emploi.** Il s'agit:

- de satisfaire les besoins importants d'investissements en infrastructures, notamment dans les nouveaux États membres, afin que la législation sur l'environnement soit respectée, dans les domaines de l'eau, des déchets, de l'air et de la protection de la nature et des espèces;
- de veiller à l'existence de conditions attractives pour les entreprises et leur personnel hautement qualifié;
- d'encourager les investissements contribuant au respect par l'UE des engagements pris à Kyoto;
- de mettre en place des mesures de prévention des risques.

⁽¹⁾ COM(2005) 299 du 5 juillet 2005: «Une politique de cohésion pour soutenir la croissance et l'emploi — Orientations stratégiques communautaires 2007-2013».

⁽²⁾ Liaisons de transport maritime visant le transfert massif des poids lourds de la route vers la mer.

> **Traiter la question de l'utilisation intensive par l'Europe de sources d'énergie traditionnelles et soutenir le développement de technologies renouvelables et alternatives.** Dans ce domaine, il faut:

- appuyer les projets visant à améliorer l'efficacité énergétique et la diffusion de modèles de développement à faible intensité énergétique;
- soutenir le développement de technologies renouvelables et alternatives (éolienne, solaire, biomasse). De tels investissements contribuent notamment à la réalisation de l'objectif de Lisbonne visant à ce que, d'ici à 2010, 21 % de l'électricité soit produite au moyen de sources renouvelables;
- concentrer les investissements portant sur les sources d'énergie traditionnelles sur les projets visant à développer les réseaux lorsque le marché est défaillant.



Le développement durable passe par l'éducation environnementale

Consultation publique

La Commission proposera les orientations pour adoption formelle par le Conseil et le Parlement européen lorsque la législation sur laquelle se fonde la nouvelle politique de cohésion aura été adoptée. Entre-temps, une consultation publique contribuera à donner au document sa forme définitive. Les parties intéressées sont invitées à transmettre leurs commentaires par l'internet avant le 30 septembre 2005 à l'adresse: http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/2007/osc/index_en.htm

Orientation n° 2: connaissance et innovation, facteurs de croissance

> **Accroître et améliorer les investissements en recherche et en développement technologique (RDT).** Les actions à mettre en œuvre peuvent être les suivantes:

- renforcer la coopération entre les entreprises ainsi qu'entre les entreprises et les institutions de recherche publiques d'enseignement supérieur, par un soutien à la création de grappes d'excellence régionales et transrégionales;
- soutenir les activités de RDT dans les petites et moyennes entreprises (PME) et permettre aux PME d'accéder aux services de RDT des institutions de recherche à financement public;

- soutenir les initiatives régionales à caractère transfrontalier et transnational qui visent à améliorer la coopération en matière de recherche;
- développer le renforcement des capacités de RDT, notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC), les infrastructures de recherche et le capital humain dans les secteurs ayant un potentiel de croissance important.

> **Faciliter l'innovation et encourager la création d'entreprises.** Il s'agit ici:

- de rendre l'offre régionale en matière d'éducation, d'innovation et de RDT plus efficace et plus accessible aux entreprises, notamment les PME;
- d'offrir des services d'aide aux entreprises pour permettre à celles-ci, et en particulier aux PME, d'augmenter leur compétitivité et de s'internationaliser;
- de veiller à l'exploitation maximale des points forts de l'Europe dans le domaine des éco-innovations ⁽³⁾;
- de promouvoir l'esprit d'entreprise.

> **Promouvoir la société de l'information pour tous.** Il faut ici:

- veiller à ce que les entreprises et les ménages intègrent les TIC et promouvoir leur développement;
- s'assurer de la disponibilité des infrastructures TIC là où le marché ne parvient pas à les fournir à un coût raisonnable et en suffisance pour accueillir les services requis, en particulier dans les zones isolées et rurales et dans les nouveaux États membres.

> **Faciliter l'accès aux financements.** Il importe:

- de soutenir les instruments autres que les subventions, tels que les prêts, les garanties d'emprunts subordonnés, les instruments convertibles (crédits «mezzanine»), le capital-investissement (capital d'amorçage, capital-risque...). Il convient par ailleurs d'encourager les mécanismes de garantie et de garantie mutuelle, notamment pour faciliter l'accès des PME aux microcrédits;
- d'atteindre des groupes spécifiques comme les jeunes entrepreneurs ou les femmes entrepreneurs, ainsi que les entrepreneurs appartenant à des groupes défavorisés dont les minorités ethniques.



La start-up Absis IT Systems d'Angleur (Belgique) a bénéficié d'aides FEDER

⁽³⁾ Innovation contribuant à une gestion respectueuse de l'environnement.

Orientation n° 3: des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

> **Attirer et retenir un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail et moderniser les systèmes de protection sociale.** Les mesures suivantes sont à privilégier:

- appliquer des politiques de l'emploi visant à atteindre le plein emploi, à améliorer la qualité et la productivité du travail et à renforcer la cohésion sociale et territoriale;
- favoriser une approche fondée sur le cycle de vie à l'égard du travail;
- créer des marchés du travail qui favorisent l'insertion, renforcer l'attrait du travail et rendre l'emploi financièrement plus attrayant pour les demandeurs d'emploi, notamment pour les personnes défavorisées, et pour les inactifs;
- améliorer la réponse aux besoins du marché du travail.

> **Améliorer la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises et accroître la flexibilité du marché du travail.** Il s'agit:

- de favoriser la flexibilité, en la conciliant avec la sécurité de l'emploi, et de réduire la segmentation du marché du travail, en tenant dûment compte du rôle des partenaires sociaux;
- d'assurer une évolution des coûts salariaux et de mettre en place des mécanismes d'adaptation des salaires qui soient propices à l'emploi.

> **Investir davantage dans le capital humain en améliorant l'éducation et les compétences.** Il s'agit d'accroître et d'améliorer l'investissement dans le capital humain et d'adapter les systèmes d'éducation et de formation aux nouveaux besoins en matière de compétences.

> **Renforcer les capacités administratives.** La communication propose de:

- soutenir la conception de politiques et de programmes de qualité, ainsi que le suivi, l'analyse et l'évaluation d'impact de ces programmes;

- renforcer les capacités administratives dans la mise en œuvre des politiques et programmes.

> **Contribuer au maintien en bonne santé de la population active.**

Il convient d'œuvrer à la prévention des risques de santé, de combler les lacunes dans les infrastructures sanitaires et de promouvoir une offre de services efficaces.

Les orientations stratégiques communautaires portent également une attention toute particulière à la cohésion et à la coopération territoriales. Elles consacrent la **contribution des villes à la croissance et à l'emploi**, soutiennent la **diversification économique des zones rurales** et renforcent la **coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale**.

Elles ne constituent pas une approche uniforme. Sur la base des priorités définies, chaque État membre ou chaque région devra articuler ses actions en fonction de sa propre trajectoire de développement selon sa situation économique, sociale, institutionnelle et culturelle particulière. Les orientations seront arrêtées par le Conseil à l'unanimité après l'adoption des règlements (faisant suite à un accord sur les perspectives financières 2007-2013) et sur la base d'une proposition de la Commission. Elles serviront de support à l'élaboration des cadres de référence stratégiques nationaux et des programmes opérationnels correspondants qui seront adoptés par la Commission.

En l'absence d'accord sur les perspectives financières lors du dernier Conseil européen de juin, l'adoption de cette communication permet aux autorités nationales et régionales d'avancer dans la préparation de leurs futurs programmes.

Pour en savoir plus:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

http://europa.eu.int/comm/employment_social/index_fr.html

Entreprise textile high-tech en Pologne



Les défis de la coopération et les leçons d'Interreg, pour les nouveaux États membres... et les autres

Par Imre János Csalagovits ⁽¹⁾

L'Europe centrale et orientale constitue une aire géographique où la coopération ira en s'intensifiant encore à partir de 2007. Les expériences accumulées, les solutions trouvées aux difficultés rencontrées dans ces territoires en pleine mutation peuvent profiter non seulement aux nouveaux États membres et autres pays concernés mais aussi à toutes les régions de l'Union.



Les objectifs de la coopération territoriale européenne, et des actuels programmes Interreg en particulier, dépassent largement les choix stratégiques des régions et États membres pris séparément. Ils procèdent d'un concept de développement qui va bien au-delà des stratégies de développement régional classiques. La coopération territoriale est une dimension unique en son genre de la politique régionale. Elle représente pour certaines régions d'Europe un enjeu politique et économique beaucoup plus important que ce que laissent supposer les montants financiers qui lui sont consacrés.

La coopération territoriale, une opportunité

Une grande partie de l'Europe centrale et orientale est entrée dans l'Union après quinze ans de mutations politiques et économiques dictées par les restructurations et le processus

d'intégration dans l'économie de marché. Plus généralement, les nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale [pays baltes, pays du groupe de Visegrad ⁽²⁾ et Slovaquie] mais aussi les futurs adhérents et États limitrophes de l'Union situés dans cette zone ont survécu à plusieurs siècles de guerres et de bouleversements politiques récurrents. Ils ont constamment été ballottés entre intégration et désintégration, et longtemps soumis à un isolement forcé. Ayant commencé seulement récemment à s'en remettre, les pays et régions de cette partie d'Europe savent parfaitement ce que représentent les identités nationales et régionales. Ils savent aussi reconnaître tous les bénéfices qu'ils peuvent tirer de la coopération. Il apparaît de plus en plus que leur histoire douloureuse a soudé les peuples de cette région, leur créant une sorte de communauté de destin. Pour les nouveaux États membres, le «nouveau voisinage» proposé dans le cadre de l'Union européenne (UE) est donc un outil exceptionnel de coopération et de développement.

⁽¹⁾ Directeur de l'unité Interreg de l'Agence nationale de Hongrie pour le développement régional (VÁTI Kht). Adresse: VÁTI Kht, Gellérthegy utca 30/32, H-1016 Budapest. E-mail: csalagovits@pharereg.hu.

⁽²⁾ République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie.



Coopération avec la Lettonie en matière de sécurité maritime

Même si ses populations ont su conserver toutes leurs particularités, le centre-est de l'Europe est devenu un espace relativement homogène sur les plans politique, économique et culturel. L'espace géographique constitué par les quatre pays du groupe de Visegrad et la Slovaquie revêt une signification particulière du fait qu'il incarne «l'est» de l'Union. Et dans cette partie de l'Europe, beaucoup d'attention est accordée à la coopération, que ce soit au niveau local, régional ou national.

La «popularité» de la coopération territoriale en Europe centrale et orientale est due en partie à la parfaite adéquation entre les objectifs des programmes tels qu'ils sont formulés et les besoins sociaux et économiques actuels de ces pays. Dans «l'est» de l'Union, le développement territorial devient peu à peu l'un des critères clés du développement pour des pays dont l'environnement politique et économique a changé radicalement.

Selon diverses évaluations critiques, les expériences de coopération sont très positives jusqu'ici, ce qui facilitera la planification et la mise en œuvre des futurs programmes européens, surtout si ces programmes s'orientent vers des actions véritablement conjointes et intégrées.

S'il est évident que les formes et les effets de la démarche de développement territorial peuvent varier selon les régions mais aussi selon la taille ou le système politico-institutionnel des pays, il reste, en raison des caractéristiques communes des programmes, que les expériences ne diffèrent pas significativement d'un programme de coopération à l'autre.

Expérience et bonnes pratiques

Cela fait maintenant plus de dix ans que les nouveaux États membres ont acquis et capitalisé une expérience dans des programmes de type Interreg. C'est de très bon augure pour la poursuite des partenariats dans le cadre de la coopération territoriale future.

Une grande partie de cette expérience est liée à la mise en œuvre des programmes et projets de coopération transfrontalière

Phare-CBC (Cross-Border Cooperation). Dans chacun des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale, des sommes relativement élevées ont été consacrées aux programmes transfrontaliers, et une structure de gestion spécifique a été mise en place. Phare-CBC a représenté à peu près 10 % du budget annuel Phare entre 2000 et 2003. Malgré des obstacles évidents dus aux procédures financières différentes d'Interreg et de Phare-CBC, un grand nombre de projets transfrontaliers intégrés ont pu être lancés.

La participation des nouveaux États membres aux programmes transfrontaliers Interreg II A et III A mis en œuvre aux frontières de l'Europe des Quinze, avant leur adhésion, ainsi qu'aux programmes transnationaux Interreg II C et III B, leur a donné l'occasion d'acquérir une bonne maîtrise de la gestion des programmes Interreg.

C'est sans conteste dans les programmes de **coopération transfrontalière** que le plus grand nombre d'expériences ont été accumulées, d'abord du fait de l'abondance des ressources financières allouées. Cette forme de coopération est de loin la plus appréciée par les acteurs locaux et régionaux, notamment parce que les partenariats transfrontaliers sont plus concrets et fondés sur une relation plus simple et plus directe. Leurs résultats sont également plus visibles.

La taille des nouveaux États membres, à l'exception de la Pologne, étant relativement réduite, de nombreuses régions d'Europe centrale et orientale possèdent une frontière interne ou externe de l'Union, ce qui implique que leur développement comporte toujours une dimension «internationale». L'ardeur des petits pays à se développer, conjuguée à la prise en compte de cette réalité transfrontalière dans la grande majorité des stratégies de développement local et régional, contribue fortement à la popularité de la coopération transfrontalière dans cette partie de l'Europe.



Étudiant polonais à l'université européenne Viadrina de Francfort-sur-l'Oder (Allemagne)

Quant aux programmes de **coopération transnationale**, même si leur réputation n'égala jamais celle des programmes transfrontaliers auprès des acteurs locaux et régionaux, la participation observée jusqu'ici montre que les nouveaux États membres ont compris les opportunités stratégiques encore largement inexploitées que recèlent les programmes transnationaux. L'Europe centrale et la Baltique figurent parmi les grands ensembles régionaux de l'Union européenne qui se développent le plus rapidement. Ces territoires dynamiques devraient entreprendre avec efficacité des coopérations transnationales dans les domaines pertinents. Un même besoin de ce type de coopération, mais dans d'autres domaines, se fait sentir le long des frontières externes de l'Union, notamment à l'est et dans les Balkans.

Leur participation à des projets de **coopération interrégionale** a permis à plusieurs régions d'Europe centrale et orientale d'être directement impliquées dans l'échange d'expériences à l'échelle européenne, ce qui contribue déjà à la bonne marche des programmes de l'objectif n° 1 mis en œuvre actuellement dans les nouveaux États membres. L'expansion et la concentration thématique de la coopération interrégionale de niveau européen constitueraient une avancée supplémentaire pour la coopération territoriale.

Les nouveaux États membres mettent par ailleurs en œuvre un certain nombre de nouveaux programmes de **voisinage** lancés par la Commission européenne le long des frontières externes de l'Union. Plusieurs de ces nouveaux programmes fonction-

nent déjà ⁽³⁾. Ils soutiennent l'élaboration de projets conjoints. Ils associent dans un dispositif commun les instruments communautaires de développement transfrontalier internes (Interreg) et externes (composantes de voisinage de Tacis et de CARDS). L'attraction exercée par ces programmes, pourtant plus compliqués du fait des différences dans les législations et les modes de financement, est plutôt bonne jusqu'ici. Dans le cadre des programmes déjà approuvés, plusieurs centaines de candidatures ont déjà été enregistrées, très souvent pour des projets conjoints. À cause de leur complexité, les programmes de voisinage exigent beaucoup de flexibilité de la part des intervenants, mais, après un premier bilan de l'expérience et avec les ressources supplémentaires nécessaires, ils peuvent constituer une base solide pour les programmes intégrés de la prochaine période de programmation.

La coopération territoriale prend toute sa dimension dans l'élaboration et la réalisation de projets conjoints. Jusqu'ici, pour certaines régions, la disparité des règles administratives et financières nationales restreignait souvent les possibilités de lancer et de mettre en œuvre ce type de projets. Plusieurs projets clés ont pu cependant être élaborés et réalisés dans différents programmes. Ils peuvent servir de «bonnes pratiques» pour le développement territorial. Parmi les actions de type Interreg, ces bonnes pratiques existent dans la création d'infrastructures conjointes (routes, réseaux d'égouts, centres médicaux, bureaux d'emploi transfrontaliers...) mais aussi dans les actions locales «de personnes à personnes» qui visent à améliorer les relations interrégionales, interculturelles, interethniques...



Construction d'une route transfrontalière entre la Grèce et la Bulgarie cofinancée par Interreg

⁽³⁾ Lituanie-Pologne-Kaliningrad; Lettonie-Lituanie-Belarus; Estonie-Lettonie-Russie; Pologne-Belarus-Ukraine; Hongrie-Slovaquie-Ukraine; Hongrie-Roumanie et Hongrie - Serbie-et-Monténégro; Slovénie-Hongrie-Croatie.

Rapprocher les régions européennes: les instruments communautaires de coopération

La coopération entre régions constitue une dimension essentielle de la «valeur ajoutée communautaire». L'Union européenne y consacre des ressources considérables et met à la disposition des acteurs régionaux une série d'instruments de financement et d'échange de savoir-faire.

Lancée en 1990 et soutenue par le FEDER, l'initiative communautaire pour la coopération, **Interreg**, est le principal de ces instruments. L'objectif d'Interreg III (2000-2006) est de renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne en favorisant la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale ainsi que le développement équilibré du territoire. Une attention particulière est accordée à l'implication des régions ultrapériphériques et des régions situées aux frontières externes de l'Union avec des pays candidats à l'adhésion. Doté d'un budget total de 5,180 milliards d'euros (prix 2002), Interreg III est composé de trois volets:

- **volet A (coopération transfrontalière).** La coopération transfrontalière entre zones contiguës vise à développer des centres économiques et sociaux transfrontaliers en mettant en œuvre des stratégies communes de développement;
- **volet B (coopération transnationale).** La coopération transnationale entre autorités nationales, régionales et locales vise à favoriser une meilleure intégration territoriale dans l'Union grâce à la formation de grands groupes de régions européennes;
- **volet C (coopération interrégionale).** La coopération interrégionale vise à améliorer l'efficacité des politiques et des

outils de développement régional par un vaste échange d'informations et une mise en réseau des expériences.

Deux programmes complètent ces trois volets: **ESPON** (Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen) et **INTERACT** (réseau d'animation et de transfert de bonnes pratiques Interreg).

Jusqu'à leur adhésion en 2004, les nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale ont bénéficié du programme **Phare-CBC** qui constitue le pendant financier d'Interreg pour la partie des projets de coopération transfrontalière située dans les pays candidats.

Pour les régions de l'Union situées aux frontières d'autres pays tiers, les instruments financiers de coopération sont notamment le programme d'assistance technique pour la Communauté des États indépendants (Takis), l'accord de développement méditerranéen (MEDA) pour appuyer les réformes économiques et sociales dans les pays tiers du bassin méditerranéen, et les aides communautaires pour la reconstruction, le développement et la stabilité (CARDS) des pays de l'ancienne Yougoslavie.

La Commission européenne a l'intention de mettre en œuvre à partir de 2007 un nouvel «instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)» pour soutenir la coopération transfrontalière. L'élaboration de cet instrument a débuté avec l'introduction, entre 2004 et 2006, de programmes de voisinage aux nouvelles frontières extérieures de l'Union. Ces programmes complètent et utilisent les instruments de coopération transfrontalière existants (Interreg, Phare-CBC, Takis-CBC, MEDA et CARDS).



Coopération Interreg entre la Suède et le Danemark dans le domaine des dons d'organe

Priorités

L'expérience montre que les programmes Interreg les plus réussis ont été conçus localement ou régionalement, portent sur un enjeu «transrégional» commun et fonctionnent dans un cadre administratif le plus simple possible.

L'efficacité, l'efficacité et la conformité réglementaire des programmes sont trois priorités à assurer simultanément, mais deux objectifs et domaines de développement sont particulièrement importants pour une bonne préparation de la coopération territoriale:

Améliorer l'impact et l'efficacité des programmes

La transférabilité des expériences tirées des programmes les plus innovants et les plus réussis est essentielle si on veut améliorer les effets bénéfiques des coopérations transfrontalières, transnationales et interrégionales.

Malgré les efforts accomplis au cours de la période de programmation actuelle, les différences entre les programmes de développement régional (de l'objectif n° 1 par exemple) et les programmes transfrontaliers, voire même dans certains cas entre les différents programmes Interreg, ne sont pas toujours suffisam-

ment perceptibles. Les contours de certains projets de développement ne sont pas clairs et l'on doit souvent recadrer leurs objectifs par rapport aux programmes dont ces projets découlent.

Il conviendrait aussi de mieux distinguer les différents types de programmes (en particulier transfrontaliers et régionaux), en mettant avant tout l'accent, dans le cas des programmes transfrontaliers, sur les complémentarités, les synergies et les bases communes de la coopération. Il importe que ces aspects soient systématiquement vérifiés et validés tout au long du processus de programmation (en hiérarchisant les objectifs, les activités soutenues, les critères de sélection), puis lors de la sélection des projets.

Dans le cas de la coopération transfrontalière, l'amélioration des capacités de planification stratégique est une question clé aux niveaux tant local que régional. Car chaque étape de la programmation doit être évaluée conjointement par les partenaires, à l'aune d'une sorte de «conscience régionale commune», afin d'identifier les activités réellement partagées, celles qui ont besoin d'appui, celles qui complètent les autres programmes.

De même, les coopérations doivent avant tout viser les domaines qui sont prioritaires pour chacune des parties, et c'est un élément à prendre en compte lorsqu'on détermine les espaces de coopération. Cela vaut particulièrement pour les futurs programmes transnationaux.



Dans le Vorarlberg (Autriche), le projet Interreg «SPEAK» fournit des outils pédagogiques aux professeurs de langues étrangères

Simplifier la gestion des programmes

Les programmes Interreg et les programmes de voisinage exigent le respect de nombreux critères. Combinés avec des règles nationales ou régionales différentes ainsi qu'avec des systèmes fondamentalement différents de gestion des fonds selon que l'on opère à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union, tous ces critères compliquent considérablement le traitement des dossiers de candidature, la sélection et la mise en œuvre des projets. Et les compromis qui en découlent inévitablement lors du processus de planification complexifient encore les choses et posent des conditions difficiles à satisfaire pour le candidat porteur de projet.

Pour pouvoir impliquer dans les programmes le plus large éventail de partenaires possible et assurer une sélection pertinente



Ylamylly (Finlande): école maternelle installée dans une ancienne base militaire reconvertie

des propositions de projets, une simplification des critères de candidature est indispensable. Pour ce faire, il importe que les spécificités des projets conjoints de coopération soient prises en compte dans les cadres réglementaires européen et nationaux. Ensuite, la Commission européenne, les autorités de gestion et les secrétariats techniques de chaque programme devront se coordonner pour arriver à une simplification sensible des programmes et des projets sur le terrain.

Conclusions

La réussite de la coopération territoriale intense qui est actuellement en cours à l'«extrémité orientale» de l'Union revêt une grande importance pour l'ensemble de l'Europe. Les enseignements et opportunités à tirer de cette coopération sont exceptionnels, non seulement pour les pays concernés mais aussi pour le développement et la sécurité de toute l'Union. Ce sont donc tous les États membres qui devraient s'impliquer dans l'amélioration de l'efficacité de la démarche.

Comme exposé plus haut, deux enjeux clés doivent être pris en compte: d'une part, l'amélioration sensible du ciblage des programmes et, d'autre part, la simplification du système de gestion et de mise en œuvre, l'amélioration de son efficacité et la redéfinition de règles de gestion communes.

Dans l'est de l'Europe, la complexité des relations de coopération rend impossible la création de structures artificielles ou informelles car une résistance politique ou institutionnelle peut toujours survenir et contrarier la réalisation des objectifs, même les plus réalistes. Dans ce contexte, tous les intervenants clés, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE, doivent avoir la possibilité de valider leurs choix à chaque étape de la coopération. Les régions transfrontalières européennes et les macrorégions transnationales doivent ainsi trouver les solutions les plus adaptées à leur situation pour mettre en œuvre les démarches de coopération les plus efficaces possible.

Les frontières internes et externes de l'Union constituent en quelque sorte des territoires idéaux pour expérimenter la gestion du changement et démontrer qu'il est possible de trouver par la négociation des solutions communes dans des situations souvent très diverses et complexes. Il convient de valoriser ces expériences, non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur de chaque pays, en tirant les leçons des instruments de gestion «transrégionaux» spécifiques que la coopération a conduit à mettre au point.

L'évaluation d'Interreg III à mi-parcours

Le secrétariat du programme INTERACT a réalisé pour le compte de son autorité de gestion, la chancellerie fédérale autrichienne, une étude sur les évaluations à mi-parcours de l'initiative communautaire Interreg ⁽¹⁾.

Le centre de recherche en politiques européennes (European Policies Research Centre — EPRC) de l'université de Strathclyde à Glasgow a été chargé d'entreprendre une «métaévaluation» synthétisant les résultats des évaluations à mi-parcours d'Interreg réalisées en 2003. Il s'agissait de fournir aux intervenants INTERACT des recommandations sur le développement d'Interreg et la prestation de services pertinents pour les participants à l'initiative de coopération.

La démarche visait plus spécifiquement trois objectifs: dresser un bilan des progrès accomplis à ce jour en identifiant les forces et faiblesses stratégiques, structurelles et opérationnelles d'Interreg III; contribuer à fixer les priorités du programme INTERACT; tirer des enseignements pour la coopération territoriale dans le cadre de la programmation des Fonds structurels au-delà de 2006.

Publiée au début de 2005, l'étude identifie trois champs d'intervention prioritaires: aider les programmes Interreg à tirer les leçons des évaluations de 2003; mettre en commun les pratiques d'évaluation d'Interreg; mettre à la disposition des programmes Interreg un centre de ressources et des services communs.

Ces axes découlent en grande partie des observations suivantes:

- au moment où l'étude a été effectuée en 2003, de nombreux programmes avaient peu avancé sur le plan financier. Seuls 10 % des programmes affichaient des niveaux d'engagement et de paiement convenables, d'autres présentaient un niveau élevé d'engagements mais peu de paiements; certains avaient à peine démarré. D'où le réel danger d'un dégage-ment des fonds en vertu de la règle «n + 2» ⁽²⁾;
- si des progrès considérables ont été accomplis pour les indicateurs de suivi et la collecte de données, beaucoup de systèmes

de monitoring ne fournissent pas suffisamment d'informations de gestion pertinentes, et il est difficile d'avoir une vue d'ensemble européenne des réussites d'Interreg, enjeu important pour le débat sur la réforme de l'après-2006;

- malgré les multiples difficultés à surmonter, les dispositifs de gestion des programmes paraissent performants. On observe beaucoup de «bonnes pratiques» dans le cadre d'Interreg III A, III B et III C, même si, à l'évidence, beaucoup de gestionnaires sont surchargés et ont peu de temps à consacrer à la planification stratégique;
- de nombreux programmes Interreg ont une bonne communication, mobilisent et sélectionnent bien les projets. Ils doivent cependant faire attention aux défis stratégiques à venir. Une question urgente se pose pour beaucoup d'entre eux: comment susciter plus de demandes de la part de certains territoires, de certains secteurs ou de certains types d'organisations? Des méthodes innovantes mériteraient d'être utilisées plus largement;
- un sondage auprès des porteurs de projets révèle un besoin accru d'échanges d'expériences sur les aspects pratiques de l'élaboration et de la gestion des projets Interreg.

Le plus urgent est d'accompagner les programmes dans les nouveaux États membres et d'éliminer la menace du dégage-ment automatique. À moyen terme, il s'agit de faciliter l'acquisition de compétences et de veiller à tirer parti des enseignements de la période actuelle au bénéfice du nouvel objectif communautaire de coopération territoriale et de la nouvelle génération de programmes. Enfin, il importe de mieux prendre en compte les changements de contexte, qu'ils soient socio-économiques, géopolitiques, stratégiques ou institutionnels.

Contact: Inge De Prins, interact@interact-eu.net

INTERACT: favoriser et valoriser la coopération



Le programme INTERACT (Interreg Animation, Cooperation and Transfer) fédère le contenu des activités de l'initiative communautaire Interreg dont il est une composante.

Il s'agit de valoriser l'expérience et les enseignements d'Interreg I (1990-1994) et II (1994-1999) pour maximiser l'efficacité d'Interreg III (2000-2006) dans les États membres et les pays voisins de l'Union. INTERACT met en place des réseaux de communication, diffuse l'information et stimule l'échange d'expériences, notamment par le biais de formations.

INTERACT dispose d'un secrétariat basé à Vienne (Autriche) et d'un réseau de cinq «points INTERACT» qui se répartissent les services suivants:

- **information et animation** (rendre l'information et les expériences Interreg visibles et accessibles);
- **qualification et transfert** (formation, travail en réseau et nouvelles idées pour les partenaires Interreg);
- **coordination III C** (appui à la coopération entre les quatre zones du programme Interreg III C et partage d'expérience avec les intervenants INTERACT);
- **gestion de la transition et coopération externe** (favoriser le transfert du savoir-faire Interreg dans les territoires concernés par l'élargissement de l'UE);
- **boîte à outils** (identification des bonnes pratiques et mise au point d'outils concrets pour la gestion des programmes Interreg).

La mise en œuvre de 22 projets spécifiques complète la mission du secrétariat et des points INTERACT.

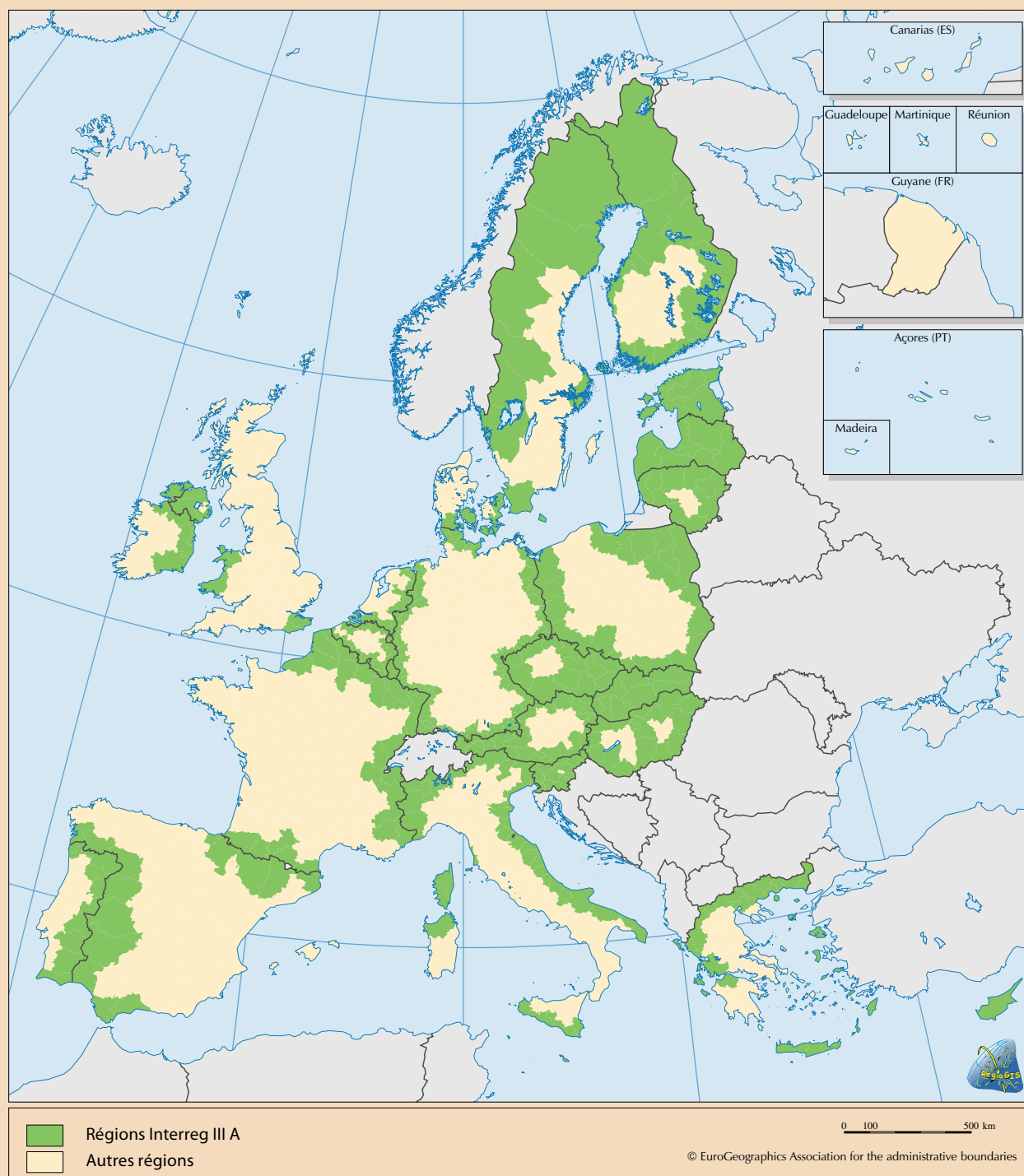
Pour en savoir plus: www.interact-eu.net

⁽¹⁾ «A study of the mid term evaluations of Interreg programmes for the programming period 2000-2006». Une version électronique et le formulaire pour commander la version imprimée sont disponibles sur le site d'INTERACT: www.interact-eu.net.

⁽²⁾ Selon cette règle, la tranche financière annuelle d'un programme cofinancé par les Fonds doit être dépensée avant la fin de la deuxième année qui suit celle de l'engagement («n + 2» étant l'année de l'engagement); les crédits non utilisés sont, sauf exception, automatiquement déga-gés.



INTERREG III A: coopération transfrontalière



ITALIE-SUISSE

Valorisation des céréales alpines



Coût total: 422 933 EUR
Contribution UE: 93 745 EUR

«L'objectif de cette coopération entre la province autonome de Bolzano et le canton des Grisons est d'inventorier les connaissances, les savoir-faire et les zones de culture des variétés locales de céréales. Le projet prévoit par ailleurs des cultures céréalières comparées dans les deux régions, l'analyse qualitative et la production de variétés endogènes intéressantes d'un point de vue agronomique, afin de les réintroduire dans l'agriculture locale et de sauvegarder ce patrimoine biologique de nos vallées. La population sera sensibilisée à l'intérêt de ces variétés locales à travers des campagnes d'information, des conférences et une exposition itinérante.»

Josef Dalla Via, directeur du Centre d'expérimentation agricole et sylvicole de la province autonome de Bolzano
josef.dallavia@provinz.bz.it

AUTRICHE-RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Centre d'accueil pour parc naturel



Coût total: 2 797 904 EUR
Contribution UE: 1 398 951 EUR

«Créé en 2000, le parc national de la vallée de la Thaya est le prolongement autrichien du parc national de Podyji ouvert en 1991 en République tchèque. Il s'agit non seulement d'un projet de protection de la nature mais aussi d'un instrument de développement local à travers les retombées touristiques générées par le parc. La construction d'un centre d'accueil et d'interprétation s'inscrit au cœur de la démarche. Grâce aux équipements à la fois pédagogiques et conviviaux qui y sont installés, le visiteur peut découvrir l'évolution du paysage et des processus naturels, l'écologie du parc ainsi que notre action transfrontalière au service de la protection de l'environnement. Les groupes cibles sont autant les enfants et les jeunes que les amateurs de nature et les scientifiques.»

Martha Schober, Nationalpark Thayatal GmbH
office@np-thayatal.at
www.np-thayatal.at (www.nppodyji.cz/_E_PODYJ.HTM)

PAMINA

Le «Réseau jeunesse Pamina»



Coût total: 240 000 EUR
Contribution UE: 120 000 EUR

«Un réseau a été mis en place pour intensifier les contacts et les partenariats transfrontaliers entre les jeunes et les associations de jeunesse de l'aire de coopération franco-allemande dite "Pamina" (Sud-Palatinat, Rhin-Moyen-Supérieur et Nord-Alsace). Le "réseau jeunesse Pamina" s'articule autour d'un lieu de rencontre central, relayé par trois centres locaux qui mettent en œuvre des projets de coopération concrets entre jeunes, organisent des activités conjointes, facilitent les échanges, l'accès aux possibilités de financement, etc. Au-delà des jeunes, il s'agit de renforcer et d'approfondir les relations entre citoyens de part et d'autre de la frontière.»

Jörg Saalbach, secrétariat technique du programme Interreg III A Pamina
Joerg.saalbach@regio-pamina.org
www.paminaj.net

IRLANDE-PAYS DE GALLES

Aide aux personnes en difficulté d'apprentissage



Coût total: 911 000 EUR
Contribution UE: 683 250 EUR

«Le principal objectif du projet PACTS (Partners Collaborating in Training for individuals with Specific learning disabilities — Partenaires pour la formation des personnes ayant des difficultés d'apprentissage particulières) est de sensibiliser le public, de trouver des moyens d'identifier et d'aider les personnes en difficulté d'apprentissage et à augmenter ainsi leurs chances de trouver un emploi de qualité. Le projet, qui fonctionne depuis plus d'un an, a permis d'organiser des stages résidentiels au cours desquels responsables d'établissements scolaires, d'associations et d'agences pour l'emploi des deux rives de la mer d'Irlande ont pu partager leurs bonnes pratiques. L'équipe PACTS a par ailleurs lancé un programme d'enseignement à distance basé sur un site web et un CD-ROM. Des formations en commun ont également lieu.»

Amanda Kirby (pays de Galles) et **Mary Meaney** (Irlande), responsables du projet
Mary.Meaney@itb.ie; amanda.kirby@btinternet.com
www.pactsproject.com

Finlande-Russie

«Euregio Karelia: la coopération UE-Russie sur le terrain»

Marko Ruokangas, directeur du secrétariat du programme de voisinage «Euregio Karelia»



L'aire de coopération «Euregio Carélie», qui s'étend de part et d'autre de la frontière finno-russe sur 700 km, comprend trois régions finlandaises (Kainuu, Nord-Carélie et Oulu) et la République russe de Carélie.

C'est seulement quand la Finlande a rejoint l'Union en 1995 que ses régions ont pu commencer à coopérer avec leurs voisines russes. Jusqu'en 1991 environ, la frontière était fermée, et, même après la chute du régime soviétique, les contacts entre les habitants étaient peu fréquents. Dans ce contexte, c'est le programme Interreg II A Karelia (1995-1999) qui a ouvert la voie; l'établissement de contacts à différents niveaux a été le résultat le plus tangible de cette première phase d'Interreg.

À la fin des années 90, les régions concernées ont décidé d'approfondir leurs liens en créant un forum de coopération dénommé «Euregio Karelia» qui a permis de tracer les grandes lignes de la coopération transfrontalière.

La préparation d'Interreg III A Karelia (2000-2006), qui couvre les activités du côté finlandais, a commencé en même temps que le programme de coopération transfrontalière de la République russe de Carélie. Synthèse des deux, le programme «Notre frontière commune» a constitué la première base du travail d'«Euregio Karelia».

Le forum a alors proposé à la Commission européenne le lancement d'une action pilote regroupant dans un même programme le financement des actions internes et externes. Mais c'était encore trop tôt, et il fallut attendre pour cela 2004, année où l'Union a transformé les programmes Interreg aux frontières externes en programmes de voisinage qui financent aussi bien les actions à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Union. En parallèle, un rapprochement s'est opéré entre le programme européen et le forum à caractère politique Euregio Karelia. Si le programme de voisinage est géré séparément, conformément aux procédures légales, il a cependant pris le nom d'«Euregio Karelia» qui bénéficie d'une bonne notoriété.

La coopération a des effets importants sur le développement et l'emploi aux niveaux régional et local. Les programmes successifs ont permis jusqu'ici de mettre en œuvre pas moins de 350 projets allant de la simple modernisation d'un poste frontière à des opérations plus ambitieuses de protection du patrimoine culturel. Un bon exemple est le jumelage des parcs nationaux d'Oulanka (Finlande) et de Paanajärvi (Russie). Outre la création d'emplois directs, tous ces projets ont des retombées indirectes encore plus importantes et qui suscitent d'autres coopérations.

La démarche a permis d'instaurer de bonnes relations avec nos voisins russes mais aussi entre les trois régions finlandaises participantes. Chacune a en effet ses spécificités et sa conception de la coopération avec la Russie, mais toutes partagent une vision commune à travers leurs approches différentes.

Ainsi s'est constitué le socle d'une coopération entre l'Union et la Russie en zones nordiques, à laquelle les programmes ont donné tout son sens concret. Le grand défi pour l'avenir est de rapprocher ces activités du niveau politique. À cet égard, le partenariat stratégique UE-Russie, avec ses quatre espaces communs, de même que l'initiative «Dimension septentrionale» créent un contexte politique pour la coopération. Ils devraient à leur tour déboucher sur un cadre stratégique pour de futurs programmes transfrontaliers aux frontières externes de l'Union.

Une «culture de coopération» s'est peu à peu glissée dans la vie quotidienne de beaucoup de gens. La coopération transfrontalière est devenue une composante constante du développement régional, même si toutes ses possibilités n'ont pas encore été exploitées. L'enjeu majeur est aujourd'hui l'implication des jeunes dans la coopération et plusieurs initiatives prometteuses ont été engagées dans ce sens.

Gérer la coopération transfrontalière est par ailleurs un exercice passionnant: le secrétariat du programme doit constamment faire face à de nouveaux défis qui vont des questions pratiques de mise en œuvre jusqu'aux enjeux de la politique étrangère de l'Union. Le travail en réseau a lui aussi ouvert de nouvelles perspectives. Il montre notamment que les problèmes transfrontaliers sont plus ou moins les mêmes partout, avec toujours en filigrane la volonté d'atténuer l'«effet frontière». Mais n'est-ce pas là l'une des raisons d'être de l'Union européenne?

Pour en savoir plus:
www.euregiokarelia.fi



Rassemblement de jeunes à Koli dans le cadre des rencontres «Euregio Karelia 2000+»

Interreg III A France-Espagne, d'un bout à l'autre des Pyrénées

Aucune montagne ne nous sépare

Difficilement franchissables, les Pyrénées forment une barrière qui a longtemps isolé la France et l'Espagne. Les populations locales ont pourtant toujours surmonté cet obstacle et nombreux sont les liens économiques, politiques, sociaux et culturels qui unissent les deux versants de la montagne. L'entrée et l'essor de l'Espagne dans l'Union, la convergence des économies des deux pays, conjugués à de nombreux programmes de coopération, ont considérablement renforcé les échanges transfrontaliers. Une tendance qu'Interreg formalise et dynamise.



Participants au projet ISARD visant à harmoniser les informations sismiques entre l'Espagne et la France

«Nous sommes passés d'une coopération affective et idéologique à une coopération effective et revendicative.» Jean Lavie, responsable français de l'Observatoire transfrontalier de l'emploi, a trouvé là une jolie formule pour qualifier l'essence même de ce projet Interreg que le conseil syndical interrégional Pirineos-Eje Atlántico-Huesca et huit organisations syndicales partenaires françaises et espagnoles mettent en œuvre dans les territoires frontaliers d'Aquitaine, du Pays basque, de Navarre et d'Aragon. «Depuis l'époque des "hirondelles", ces femmes qui franchissaient les cols pour travailler dans les fabriques d'espadrilles au XIX^e siècle, les échanges de main-d'œuvre de part et d'autre des Pyrénées n'ont jamais cessé et ne font qu'augmenter. Rien qu'ici, entre Bayonne et San Sebastián, on recense aujourd'hui 3 500 travailleurs frontaliers: 2 000 Espagnols qui travaillent en France et 1 500 Français qui prestent en Espagne. Or on sait très peu de choses sur ce marché du travail très hétérogène, qui obéit à des règles différentes dans bien des domaines — droit du travail,

formation, reconnaissance des compétences, etc. — selon qu'on est au nord ou au sud des Pyrénées...» D'où l'idée de créer cet Observatoire transfrontalier de l'emploi qui vise trois objectifs: rassembler les statistiques comparables et les études réalisées des deux côtés de la frontière; mettre au point des indicateurs pouvant répondre aux besoins des salariés; mettre à la disposition des autorités publiques l'ensemble des données traitées. Un projet de 247 750 euros (dont 93 000 fournis par le FEDER) qui, tant par son objet que par son contenu, illustre bien la démarche engagée depuis plusieurs années par le programme Interreg III A France-Espagne.

Ce programme transfrontalier couvre les deux versants de toute la chaîne des Pyrénées, soit une zone d'environ 70 000 km² comptant plus de 4,7 millions d'habitants. Doté d'un budget d'environ 172 millions d'euros (dont 86 millions du FEDER), Interreg III A France-Espagne doit permettre d'ici à la fin de 2006 la mise en œuvre d'environ 250 projets, tous conjoints et touchant une

multitude de domaines allant des grandes infrastructures (routes, tunnels) aux «petits» projets portés par des communes, des associations ou des entreprises, «même si les interventions transfrontalières en faveur des entreprises se heurtent très vite aux problèmes de concurrence», souligne Jean-Marie Blanc, directeur du service «Fonds européens et coopération transfrontalière» à la Région Aquitaine, l'autorité de gestion du programme.

«Nous sommes partis de nos différences. Nous nous sommes demandé: "Parmi nos différences, quelles sont celles qui pourraient apporter quelque chose aux autres?"» Victor Lacambra coordonne le premier projet social financé par Interreg III A France-Espagne. Le projet s'appelle «PortilHon», du nom du col qui, entre Benasque et Luchon, relie les régions d'Aragon et de Midi-Pyrénées. Comme l'expliquent ses promoteurs, «PortilHon avec un grand H au milieu du nom, à la fois comme la forme du portique qui sert à transformer les essais en rugby et "H" comme "Handicap"». Porté en effet par deux fédérations d'organisations au service des handicapés – CADIS-Huesca en Espagne et APA-JH31 en France ⁽¹⁾ –, PortilHon vise l'amélioration des conditions de vie des handicapés et de leurs familles à travers cinq thèmes liés au vécu de la personne handicapée: le temps libre; l'insertion professionnelle; l'éducation et la formation; le vieillissement; les alternatives d'accueil et la protection juridique. «Nous apprenons beaucoup mutuellement», poursuit Victor Lacambra. Par exemple, en voulant mettre en réseau quatre centres de vacances adaptés aux handicapés, nous nous sommes heurtés à deux approches apparemment opposées: en Espagne, on forme aux activités de loisirs les professionnels des services aux handicapés; en France, c'est le contraire: on préfère former les professionnels des loisirs à l'accueil des handicapés. Les deux angles sont finalement assez complémentaires et les conjuguer s'est avéré très enrichissant.»

Centralisme en deçà des Pyrénées, autonomie au-delà

À entendre administrateurs et porteurs de projets, la coopération transfrontalière, c'est d'abord cela: la confrontation de pratiques, de cultures, voire de systèmes souvent très différents car issus d'une histoire, d'une société, de façons de faire et de besoins différents. Plus que la langue, ce sont surtout les différences de contexte institutionnel et de culture administrative qui constituent la difficulté la plus fréquemment citée par les partenaires des coopérations. Et dans le cas France-Espagne, les différences sont particulièrement importantes, les deux pays ayant des modèles d'organisation politique très éloignés, avec une centralisation encore très marquée côté français et une régionalisation très poussée côté espagnol.

Administrateur délégué de la compagnie de danse «Ballet Biarritz» et l'un des promoteurs du Centre chorégraphique transfrontalier soutenu par Interreg, Filgi Claverie résume les perceptions: «L'administration française est souvent vue comme un système jacobin, pyramidal et bureaucratique. La proximité des centres de décision et la grande autonomie des régions espagnoles, en particulier de la Catalogne et du Pays basque, permettent plus de souplesse et de créativité. Par contre, il faut reconnaître

que les traditions françaises de développement culturel et de planification pluriannuelle sont rassurantes pour le financement des projets. Du côté espagnol, tout est budgétisé sur une base annuelle, avec le risque d'une remise en question.»

«La coopération administrative est un des points forts de notre programme. On apprend énormément. Cette dimension existait beaucoup moins sous Interreg II», affirme Amaia Urtasun, chargée de mission au conseil régional d'Aquitaine. Le programme implique un grand nombre de partenaires institutionnels. Côté français: l'État, trois conseils régionaux (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon), cinq conseils généraux (Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne et Pyrénées-Orientales) ainsi que la DATAR ⁽²⁾; côté espagnol: l'État central (autorité de paiement) et cinq communautés autonomes (Pays basque, Navarre, Aragon, Catalogne et La Rioja).

Chefs de file

«Ce grand nombre de partenaires et l'étendue du territoire couvert nous a conduits à mettre sur pied trois cellules techniques», explique Michaël Lapoirière, lui aussi chargé de mission Interreg. La cellule de la zone Est est assurée par le gouvernement de Catalogne, celle du Centre des Pyrénées par le gouvernement d'Aragon et celle de la zone Ouest par le conseil général des Pyrénées-Atlantiques. De plus, chaque projet a un partenaire chef de file qui est notre interlocuteur premier et doit répondre de la mise en œuvre du projet.»

«Ce concept de chef de file que nous avons tenu à formaliser oblige à créer de vrais partenariats», précise Jean-Marie Blanc. Interreg III, c'est une vraie coopération, avec, à la différence d'Interreg II, des projets vraiment conjoints, qui impliquent chaque fois les deux versants des Pyrénées.»

Un exemple particulièrement emblématique de cette approche conjointe: le projet «Pirineo vivo — Pyrénées vivantes», doté de 3,11 millions d'euros dont 49 % du FEDER. Il s'agit de mettre en



Le gypsaète barbu se nourrit d'os qu'il brise en les laissant tomber d'une hauteur de 50 à 100 m

⁽¹⁾ CADIS-Huesca: Coordinadora de Asociaciones de Discapacitados de Huesca (coordination des associations de handicapés de Huesca). APAJH31: Association pour adultes et jeunes handicapés de Haute-Garonne.

⁽²⁾ DATAR: délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, organe de coordination de la politique d'aménagement du territoire conduite par l'État français.



Fuensanta (Aragon): restauration d'une chapelle dans le cadre du projet «Continua Pirineum»

place une gestion concertée de l'espace montagnard et de compléter le dispositif réglementaire européen par une approche locale et commune des problématiques environnementales. La protection du gypaète barbu (*gypaetus barbatus*), grand rapace briseur d'os considéré comme un symbole fort de la faune pyrénéenne, a été choisie comme modèle structurant de cette coopération organisée en trois réseaux thématiques (suivi environnemental, éducation à l'environnement et protection de la biodiversité). «En engageant une démarche transfrontalière avec tous les acteurs (chasseurs, éleveurs, forestiers, élus, randonneurs, défenseurs de la nature, éducateurs, enseignants...) de la zone fréquentée par le gypaète barbu, nous souhaitons, grâce à une meilleure compréhension des besoins de chacun, déboucher sur une appropriation locale des enjeux environnementaux et la mise en œuvre de mesures efficaces pour la conservation du patrimoine naturel pyrénéen», explique Juan Faure, coordinateur du projet au gouvernement de l'Aragon auquel sont associés la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO, France) et la Fundación para la conservación del quebrantahuesos (FCQ, Espagne) ainsi qu'une soixantaine d'autres partenaires des deux côtés de la frontière.

Installés à Ainsa (Aragon), dans le même château fort que le magnifique écomusée de la FCQ consacré au gypaète barbu, les services touristiques du canton de Sobrarbe (15 communes espagnoles) conduisent avec le syndicat mixte de la vallée d'Aure et du Louron le projet «Continua Pirineum» (48 communes et 3 cantons français). Il s'agit de mettre en réseau le tourisme rural des deux côtés des Pyrénées (création d'une maison du tourisme sur chaque versant, d'un site web commun, etc.) en valorisant les anciens chemins de montagne transfrontaliers dans le cadre d'une «route de l'art roman» et d'une «route historique des échanges». Bergeries, hospices de Saint-Jacques, refuges de contrebandiers et petit patrimoine rural sont restaurés.

Prévention des risques et force de proposition

Vous avez dit «refuge»? La sécurité des hommes est un autre thème qui préoccupe et rassemble les deux versants pyrénéens. Et mobilise Interreg ainsi que des institutions publiques nationales ou régionales de très haut niveau.

À Barcelone, l'Institut cartographique de Catalogne (ICC) coopère avec le Bureau français de recherches géologiques et minières (BRGM) et quatre autres partenaires dans le cadre du projet ISARD (information sismique automatique régionale de dommages) dont l'objectif principal est, comme l'énonce sa responsable Agnès Lladós, «de collecter des informations à la fois préventives et opérationnelles sur les risques sismiques pyrénéens, sans distorsion liée à la frontière, et de les transmettre efficacement, en temps réel, aux services de secours et de gestion de crise locaux.» Forts d'un budget Interreg de 1,645 million d'euros, les partenaires ISARD travaillent sur quatre mesures: l'unification du zonage sismique des Pyrénées, la réalisation de scénarios sismiques, l'élaboration d'un système automatique d'estimation des dommages et la diffusion de l'information.

Piloté par le MEDES, l'institut français de médecine et de physiologie spatiales, le projet «Sécurité urgences Pyrénées — Seguridad y Urgencias en los Pirineos (SUP)» associe secours en montagne, télémédecine et prévention des risques. Basé sur les dernières avancées technologiques et télématiques, il a notamment débouché sur un prototype de mallette contenant un mini-ordinateur, un téléphone satellitaire et des appareils médicaux «nomades». Cette mallette pourra être utilisée par les médecins et les secouristes pour les premiers soins aux accidentés en montagne mais aussi, en urgence, pour les populations montagnardes isolées ou éloignées des centres sanitaires, des deux côtés de la frontière. «On essaie de miniaturiser encore plus le contenu de la mallette, indique Francisco Rojas de l'Institut technologique d'Aragon, l'un des dix partenaires SUP. En attendant, le projet a d'ores et déjà influencé la législation: en Aragon, les intervenants paramédicaux et les secouristes peuvent désormais effectuer des opérations que seuls les médecins pouvaient pratiquer auparavant.»

L'exemple du SUP témoigne de la force de proposition que peut détenir Interreg de par son caractère pilote et européen. Fréquents sont en effet les projets transfrontaliers qui servent à faire avancer lois et dossiers: s'inspirant de la législation française, les partenaires aragonais du projet PortilHon militent en faveur de l'abaissement de l'âge de la retraite pour les personnes handicapées en Espagne; dans les Albères, territoire à cheval sur la frontière franco-espagnole à l'est des Pyrénées, l'association promotrice du projet Interreg «L'Albera, memòria i terra» (Albères, mémoire et terre) qui «recense la mémoire orale catalane» s'appuie sur le projet pour obtenir le label «Patrimoine mondial de l'Unesco» au titre du critère «Paysage culturel vivant». «La reconnaissance Interreg est une caution», estime Brigitte Castell, coordinatrice du projet. Un point de vue que partage Filgi Claverie, de «Ballet Biarritz»: «Le drapeau européen sur nos affiches, c'est un label. Même si les ressources financières viennent à disparaître, il faut absolument que l'appui de l'Europe demeure quotidien et c'est ce qu'Interreg permet.»

Le quotidien est souvent à la source des dossiers de projets introduits: «Nous avons reçu beaucoup de demandes et les mesures les plus sollicitées correspondent bien aux problématiques de notre zone», fait remarquer Laurence Hourcourgaray, chargée de mission au conseil général des Pyrénées-Atlantiques. «C'est évident pour les projets culturels mais je pense aussi à d'autres actions comme le projet



Ballet Biarritz en spectacle

«Bizia» (La vie) porté par cinq associations dont Médecins du Monde. Chaque week-end, des milliers de jeunes traversent la frontière pour aller dans des discothèques ou participer à des rave-parties. Toutes sortes de drogues circulent et de nombreux accidents se produisent, parfois mortels. Le premier volet du projet est la réduction des risques en milieu festif: sur place, des équipes entrent en contact avec les usagers de drogues pour les informer et veiller à ce qu'ils se fassent le moins de mal possible. Le second volet est la mise en place à Bilbao d'un lieu de «consommation hygiénique», le plus important d'Espagne.» Considéré comme très innovant d'un point de vue européen, le projet «Bizia» bénéficie d'un financement Interreg de 1,75 million d'euros, dont la moitié du FEDER.

Du temps et de la méthode

«La globalisation, ou du moins l'économie internationalisée, commence par le transfrontalier. C'est pourquoi Interreg est un instrument privilégié pour nous», considère Xavier Farriols Sender, directeur général adjoint de la formation professionnelle et de l'éducation permanente au ministère de l'éducation de Catalogne. Ses services mettent en œuvre le projet Interreg «La formation professionnelle transfrontalière» qui vise à développer la coopération entre les systèmes catalan et français de formation et d'orientation professionnelles. Le projet porte sur l'analyse des similitudes, des différences et des besoins (plusieurs études sont publiées sous forme de livres) mais comporte aussi des échanges (sous forme de séminaires territoriaux) entre professionnels de la formation, ainsi qu'une expérience très concrète de mobilité professionnelle qui a impliqué jusqu'ici 60 jeunes à faible niveau de qualification: des apprentis cuisiniers français font un stage de trois semaines en Catalogne, tandis que leurs homologues catalans vivent la même expérience dans la région de Toulouse. «Là aussi, ce n'était pas évident, raconte Angels Font Burés qui a piloté le projet. Les apprentis français sont sous contrat de travail avec un employeur, ce qui n'est pas le cas des Catalans, qui ont un statut scolaire. Heureusement, les restaurateurs ont joué le jeu et accepté de se priver de leur apprenti pendant le stage.»

Xavier Farriols Sender insiste sur l'importance de la durée dans le processus de coopération: «Interreg nous a donné le temps, et le temps, c'est essentiel. À commencer par le temps de connaître ses partenaires. Cela occupe toute la première année. On doit ensuite pouvoir compter sur une continuité entre les personnes. Par exemple, nous avons raté une action similaire dans le secteur de la coiffure parce que le nouvel interlocuteur français avait été mal informé...»

Joan Luria i Pagès, qui dirige la cellule technique Est du programme Interreg III A France-Espagne, généralise le propos: «Pour les porteurs de projets, Interreg est la preuve que la coopération à long terme est possible.»

«Il y a bien encore un peu de grippage dans le fonctionnement», constate Jean-Marie Blanc, «mais, dans l'ensemble, je crois que nous pouvons être contents des progrès enregistrés. Il a fallu se roder en un an. Nous avons été surpris par le nombre de demandes. Les opérateurs étaient dans les starting-blocks, et on a dû freiner un peu. Mais aucune difficulté n'était inattendue. Celles que nous avons rencontrées — recentrage des objectifs, compétences des promoteurs... — sont propres à tous les projets et à tous les programmes. La coopération transfrontalière ne fait que compliquer un tout petit peu plus les choses. Ce qui compte, c'est la volonté d'agir entre régions et au service des porteurs de projets. Il faut être humble mais ambitieux. Faire un diagnostic réaliste, agir de façon réaliste, tout en restant dans les objectifs «idéaux» formulés par la Commission dont le rôle, c'est normal, est de mettre la barre le plus haut possible. Il faut ensuite une méthode pour bien travailler ensemble, et conclure des accords systématiques sur tous les points clés. Enfin, il faut être imaginatif et sortir de la culture administrative reçue.»

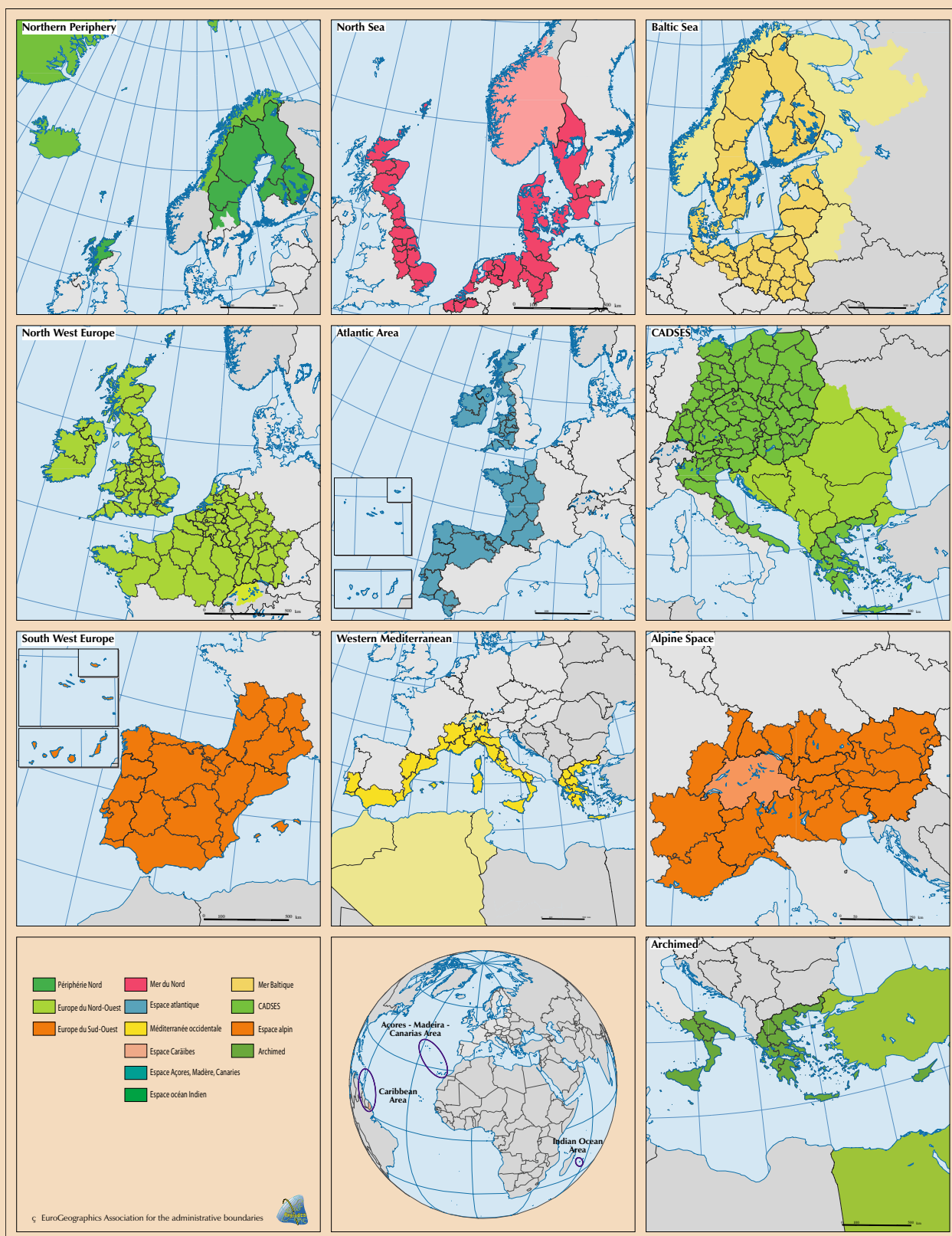
Pour en savoir plus: <http://aquitaine.fr>



Projet PortilHon: des rencontres festives pour améliorer les conditions de vie des personnes handicapées.



Interreg III B: coopération transnationale



ESPACE ALPIN

AlpEnergyWood: le bois, source d'énergie



Coût total: 1 831 700 EUR

Contribution UE: 851 000 EUR

«Le principal objectif du projet "AlpEnergyWood" est de mettre les connaissances et les bonnes pratiques des professionnels, des collectivités locales et des simples citoyens de neuf régions de l'espace alpin au service de la promotion d'une source d'énergie locale, le bois-énergie. Il s'agit notamment de fédérer les acteurs et de leur faciliter l'accès aux connaissances sur le sujet via un site web, de faire connaître au grand public cette forme d'énergie renouvelable, d'étudier la faisabilité d'une filière bois destinée à la production d'énergie et de jeter les bases d'une formation professionnelle dans ce domaine au moyen des technologies avancées de communication.»

Frédéric Douard, directeur de l'ITEBE (Institut technique européen du bois-énergie)
frederic.douard@itebe.org
www.alpenergywood.org

CADSES

LHASA: revitalisation des quartiers de grands ensembles



Coût total: 1 801 220 EUR

Contribution UE: 1 122 512 EUR

«Les grands ensembles de logements peuvent eux aussi jouer un rôle important dans le développement de métropoles et de centres régionaux compétitifs. L'objectif du projet LHASA est, sur la base de plans de développement intégrés, de soutenir des initiatives qui améliorent la situation socio-économique des quartiers de grands ensembles tout en permettant de réhabiliter et de reconverter en lieux d'activité des immeubles inoccupés. Les partenaires des pays participants profiteront de l'expérience des partenaires allemands et italiens pour sélectionner les quartiers et les investissements prioritaires. L'attractivité des villes et métropoles des nouveaux États membres en sera améliorée. Quant aux partenaires allemands et italiens, ils vont développer, dans le cadre de projets pilotes, des stratégies de lutte contre l'exclusion sociale et la dégradation du milieu de vie. Les résultats seront diffusés à travers l'espace de coopération CADSES.»

Ansgar Tesch, district de Marzahn-Hellersdorf (Berlin)
ansgar.tesch@ba-mh.verwalt-berlin.de

PÉRIPHÉRIE NORD

«DESERVE»: améliorer les services dans les zones rurales et éloignées



Coût total: 2 251 542 EUR

Contribution UE: 1 642 811 EUR

«L'opération "DESERVE" vise à transférer, entre régions partenaires de la périphérie Nord de l'Europe, des modèles de prestation de services adaptés au milieu rural et éloigné. Chaque région met ainsi en œuvre chez elle un projet basé complètement ou partiellement sur un modèle déjà expérimenté par une région partenaire sur son propre territoire. L'accent est mis sur la prestation du service, la façon dont il est fourni, plutôt que sur le type de service proprement dit. Car l'idée est aussi de transcender les secteurs d'activité pour transférer les enseignements d'un secteur à l'autre. Les partenaires peuvent également tester jusqu'à quel point tel ou tel modèle peut être adapté à leur contexte local.»

Helen Betts-Brown, coordinatrice du projet
Helen.Betts-Brown@scvo.org.uk

EUROPE DU NORD-OUEST

NOAH: prévenir les inondations, de la gestion des eaux à la gestion de crise



Coût total: 6 500 000 EUR

Contribution UE: 3 250 000 EUR

«Informier clairement et rapidement est essentiel en matière de prévention des inondations. Le partenariat germano-néerlandais NOAH développe une nouvelle approche transnationale de gestion des crues dans le bassin Rhin-Meuse fondée sur deux grands principes: répondre le plus rapidement et adéquatement possible aux demandes d'information pendant les périodes de crues dans les zones partenaires — c'est le système informatique d'alerte "FLIWAS" (Flood Information and Warning System) expérimenté à Cologne, à Karlsruhe et dans trois zones des Pays-Bas. L'autre principe de NOAH est la mobilisation de "partenariats inondations" entre les organisations gouvernementales, les autres acteurs pertinents et les citoyens. À travers l'implication active dans la gestion des crues, on cherche à sensibiliser à l'importance des enjeux liés à l'eau.»

Ludolph Wentholt, chef de projet, et **Bob Pengel**, Foundation for Applied Water Research (Fondation pour la recherche appliquée à l'eau)
noah@stowa.nl
www.noah-interreg.net

Conférence des régions périphériques et maritimes (CRPM)

«Tirer vers le haut la coopération entre régions»

Philippe Cichowlaz, directeur en charge de la politique régionale et de la prospective territoriale à la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe



Voilà plus de quinze ans que la CRPM, qui réunit aujourd'hui quelque 150 régions de l'UE ou de son voisinage, s'investit dans la coopération entre régions. Moyens financiers, méthodologie ou qualité des projets, que de chemin parcouru depuis les premières dispositions du FEDER dans ce domaine! Cette montée en puissance a amené notre association à se positionner sur des projets moins immédiatement opérationnels mais plus anticipateurs, visant à promouvoir de nouvelles dynamiques de développement. C'est ainsi que, dans le cadre d'Interreg III B, la CRPM participe à trois projets de nature stratégique:

> Les **ateliers méditerranéens d'aménagement du territoire** (AMAT). Pilotés par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en partenariat avec l'Institut de la Méditerranée, l'AMAT mobilise neuf régions méditerranéennes des rives nord et sud en faveur de politiques territoriales innovantes. Il s'agissait d'abord d'analyser les conditions précises de conduite de ces politiques dans les pays méditerranéens de l'Union afin d'ouvrir la voie à des projets à fort impact territorial (dits «structurants») pour la prochaine période de programmation. Et, ensuite, d'échanger les bonnes pratiques territoriales des différentes régions en vue de préparer les actions qui seront éligibles au futur objectif de coopération territoriale européenne après 2006, telles que la prévention des risques majeurs, la protection du littoral, les réseaux d'innovation, etc.

> Le **schéma de développement de l'espace atlantique** (SDEA), qui consiste à explorer les possibilités d'un développement plus polycentrique de l'espace atlantique, selon les principes du schéma de dévelop-

pement de l'espace communautaire (SDEC). Le SDEA, qui associe une vingtaine de régions atlantiques, est mis en œuvre par notre cellule de prospective de Porto. À partir d'une analyse des tendances socio-économiques, démographiques et environnementales des territoires constituant l'espace atlantique, ce projet vise à dégager, d'une part, des *propositions stratégiques* destinées aux acteurs régionaux et nationaux, mais aussi interrégionaux et européens, en faveur d'une meilleure structuration de la façade atlantique, et,

d'autre part, des *thématiques de coopération* pour les projets de l'après-2006, en vue de pallier les faiblesses structurelles de cet espace et de renforcer son attractivité face aux régions plus centrales et plus compétitives. Une série d'ateliers organisés à cette fin réuniront des acteurs tant institutionnels (autorités régionales et locales, via la conférence des villes de l'arc atlantique) que socio-économiques: universités et centres de recherche, comités économiques et sociaux régionaux via le réseau transatlantique (RTA), autorités portuaires, entreprises...

> Et un projet transversal consacré aux questions de **sécurité maritime**, déjà évoqué dans *Inforegio Panorama* n° 15.

Plus ponctuellement, nous avons pris part à titre d'experts à divers projets tels que «Baltic Palette» qui a donné lieu à de passionnants échanges d'expériences, ou encore à un projet INTERACT. Nous sommes par ailleurs partie prenante d'un nouveau projet méditerranéen lancé dans le cadre de la période de programmation en cours, «Stratmed-Medisdec». Porté par la région du Latium, il s'appuiera en partie sur les conclusions du projet AMAT.

Enfin, le projet qui nous mobilise le plus aujourd'hui et qui revêt un caractère exceptionnel est celui de l'«Europe de la mer»: près de trente régions sont engagées avec le secrétariat général de la CRPM dans la préparation d'un livre vert sur la dimension maritime de l'Europe et le rôle des régions à cet égard.

Dans la logique de notre expérience, nos attentes pour 2007-2013 reposent essentiellement sur un renforcement du caractère stratégique des projets à venir, sans pour autant négliger la valeur ajoutée propre de projets de moindre envergure. Cela ne veut pas forcément dire des budgets plus importants, mais une coordination et une implication accrues des différents intervenants sur les territoires. En effet, l'une des principales difficultés est de mettre en place de véritables partenariats entre États et entre réseaux d'acteurs socioprofessionnels; dans l'exercice de leurs compétences, les régions ont quelques années d'avance en ce domaine. Arriveront-elles à tirer la coopération vers le haut en entraînant demain d'autres acteurs? Tel est le principal enjeu de cette nouvelle période.

Contact: philippe.cichowlaz@crpm.org

Internet: www.crpm.org



La prévention des inondations est une des préoccupations d'AMAT

Émilie-Romagne (Italie)

«Comment la région Émilie-Romagne relève le défi Interreg»

Lodovico Gherardi, membre du comité de pilotage Interreg III B CADSES, et **Michele Migliori**, coordinateur des programmes Interreg III B et III C (région Émilie-Romagne)



Forte de son expérience Interreg II C entre 1994 et 1999, la région Émilie-Romagne s'est activement engagée dans les trois volets d'Interreg III: ses provinces côtières participent au volet A dans le cadre du programme transfrontalier «Adriatique»; la région participe au volet B comme partie prenante des programmes CADSES (Centre, Adriatique, Danube et Europe du Sud-Est) — dont elle est la coordinatrice pour les régions italiennes — et Medocc (Méditerranée occidentale); l'Émilie-Romagne est également partenaire Interreg III C pour la zone Est.

À ce jour, l'Émilie-Romagne est impliquée dans 120 projets de coopération représentant des investissements de l'ordre de 20 543 000 euros du FEDER et répartis comme suit: 15 projets transfrontaliers (dont 8 comme chef de file), 30 projets CADSES (dont 10 comme chef de file), 26 projets Medocc (dont 3 comme chef de file) et 49 projets Interreg III C (dont 8 comme chef de file). Parmi ces projets, 58 ont été présentés par les collectivités territoriales, les autres directement par les autorités régionales. Environ 1 200 partenariats ont ainsi été établis dans 50 pays différents. Quelque 85 % de ces partenariats concernent des entités publiques ou privées de pays de l'Union européenne (dont 75 % dans les anciens et 10 % dans les nouveaux États membres) et 15 % émanant de pays tiers, la plupart situés dans les Balkans. L'Émilie-Romagne participe par ailleurs au programme INTERACT comme chef de file du projet «RE-ACT — REgional ACTors in Interreg cooperation» (acteurs régionaux dans la coopération Interreg).

La plupart des projets concernent les secteurs d'intervention directement liés aux politiques de développement territorial. L'environnement est le premier domaine couvert, avec 32 projets. À cet égard, la lutte contre la pollution sous toutes ses formes et la gestion durable des ressources — terrestres et côtières — sont les deux thèmes forts. La mobilité et la logistique sont un autre champ d'intervention important (13 projets). Il s'agit ici de mettre au point et de partager des méthodes innovantes pour gérer de façon plus rationnelle les flux de transport de marchandises. D'un point de vue stratégique et politique, les champs du développement local (12 projets) et de l'aménagement du territoire (10 projets) sont également privilégiés. Dans son action, la région Émilie-Romagne s'efforce de prendre en compte les résultats des études réalisées dans le cadre du programme ESPON afin de compléter sa «boîte à outils» pour l'aménagement du territoire régional.

On constate qu'Interreg suscite de plus en plus d'intérêt tant au niveau local qu'au niveau régional. La possibilité de créer des partenariats avec des structures et institutions lointaines, donc différentes, et de partager des ex-

périences à l'échelle internationale a poussé l'administration régionale à améliorer la qualité de ses prestations. De même, on est en train de passer d'une vision «localiste», peu sensible à la valeur ajoutée de la coopération, à une prise de conscience des opportunités de croissance qu'ouvrent les relations internationales. À cet égard, soulignons que presque tous les partenaires et la totalité des coordinateurs de projets ayant gagné des appels de propositions précédents déposent un nouveau dossier de candidature pour les prochains appels de projets malgré les grandes difficultés qu'implique, il faut bien le reconnaître, la gestion d'un programme Interreg. Ce qui veut dire que ces partenaires estiment que la valeur ajoutée de la coopération internationale surpasse ces difficultés, et aussi qu'ils ont acquis de l'expérience pour affronter à nouveau ces difficultés.



Le siège de la région Émilie-Romagne à Bologne

En cette fin de programmation, les services concernés par les programmes européens (*) utilisent au maximum les ressources pour accompagner les acteurs régionaux impliqués dans les projets Interreg et répondre aux attentes toujours plus grandes du territoire. On s'efforce aussi d'améliorer la coordination aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'administration régionale, de façon que celle-ci soit un «guichet unique» de la coopération européenne au service de l'ensemble des acteurs régionaux.

L'expérience accumulée en participant à l'initiative Interreg III constitue un capital de savoir-faire précieux pour la prochaine étape de coopération territoriale européenne qui débutera en 2007 avec la nouvelle programmation des Fonds structurels et les nouveaux programmes de voisinage.

Pour en savoir plus:

http://www.regione.emilia-romagna.it/wcm/infoagenda2000/sezioni/sez_iniziativa_comunitarie/interregIII

Contacts:

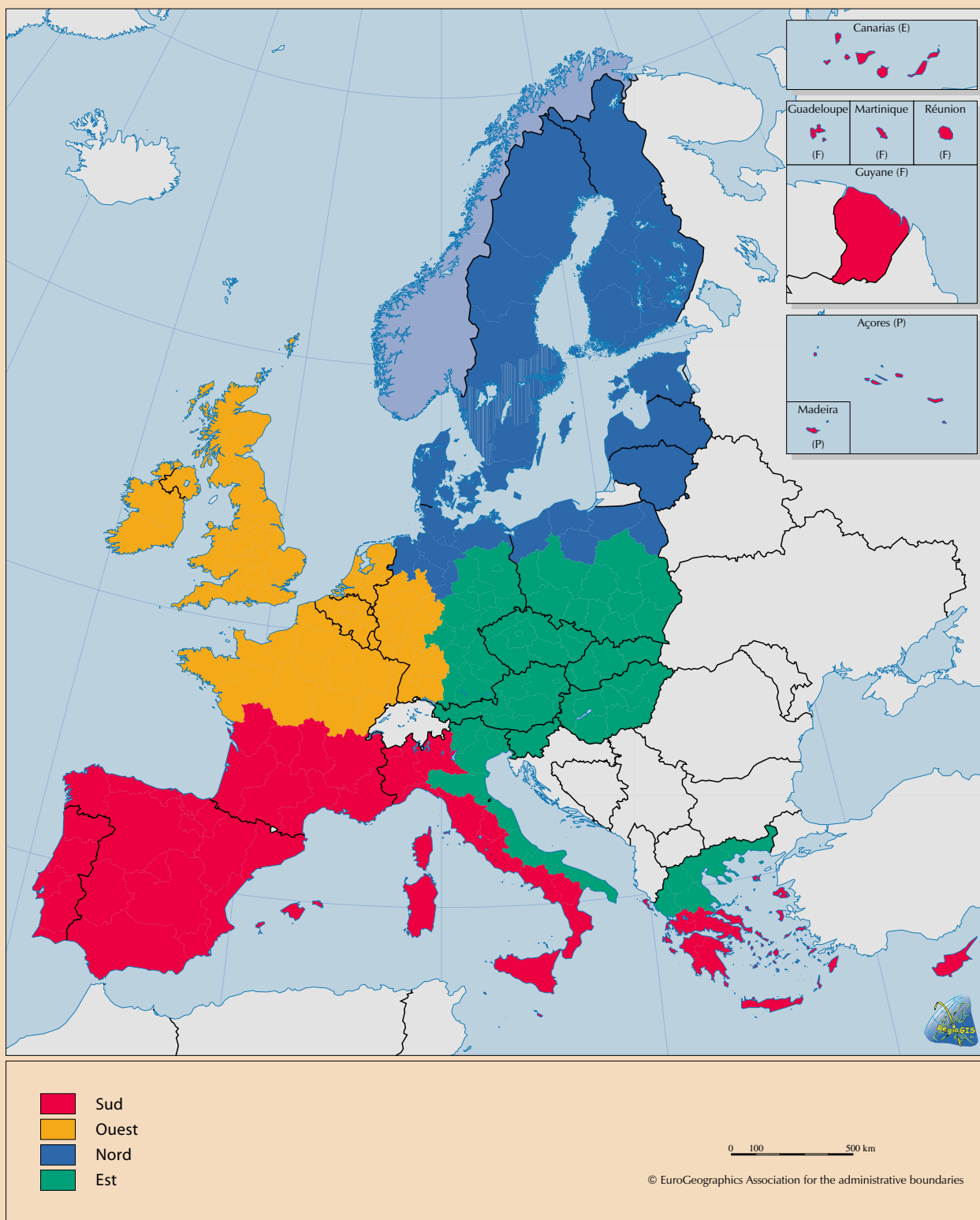
lgherardi@regione.emilia-romagna.it

mmigliori@regione.emilia-romagna.it

(*) Direzione generale programmi e intese, relazioni europee e cooperazione internazionale (direction générale des programmes et agréments, des relations européennes et de la coopération internationale).



Interreg III C: coopération interrégionale



NORD

STIMENT: des approches novatrices pour la création d'entreprises



Coût total: 3 400 000 EUR
Contribution UE: 2 050 000 EUR

«Le projet STIMENT (STIMulating new ways of ENTrepreneurship) vise à favoriser l'entrepreneuriat dans quatre régions où cela est particulièrement nécessaire (Grand-Nord suédois, Grande-Pologne, Häme-Finlande méridionale et Lorraine) et à expérimenter dans la province de Brescia (Lombardie) des approches novatrices en matière de création d'entreprises. Il s'agit d'encourager le développement de partenariats entre acteurs socio-économiques dans les cinq régions participantes afin d'augmenter les connaissances et les compétences des entrepreneurs en échangeant expériences, outils, méthodes et mesures d'accompagnement. Stiment privilégie trois domaines particuliers: la veille économique, la formation à distance et la logistique.»

Mats-Rune Bergström, conseil d'administration du comté de Västerbotten
mats-rune.bergstrom@ac.lst.se
www.stiment.net

OUEST

DICE: coopération autour des technologies numériques



Coût total: 1 052 000 EUR
Contribution UE: 624 000 EUR

«L'opération DICE (Digital Innovation through Cooperation in Europe) veut favoriser l'échange d'expériences entre huit régions qui s'approprient à installer sur leur territoire la télévision terrestre numérique et tous les services qu'elle rend possibles. DICE met l'accent sur le développement régional et la promotion des PME du secteur des médias et des télécommunications. Le projet s'intéresse aux enjeux liés à cette nouvelle technologie: relation avec le consommateur, standards communs, nouvelles applications, nouveaux marchés, modèles commerciaux, cadre juridique-légal. Il s'agit d'évaluer l'impact que peut avoir ce progrès technique sur le développement régional. Tout en identifiant et transférant (sous forme de manuel) les bonnes pratiques, l'objectif ultime est de promouvoir dans chaque région participant au projet une économie de la connaissance compétitive, dynamique et créatrice d'emplois.»

Ingrid Walther, gouvernement de Berlin, unité «Technologies de l'information et de la communication»
ingrid.walther@senwaf.verwalt-berlin.de
<http://www.dice-online.net>

SUD

VINTUR: espace européen de l'œnotourisme



Coût total: 1 319 900 EUR
Contribution UE: 759 950 EUR

«L'objectif global de l'opération VINTUR est la création, le développement et la consolidation d'un espace européen des villes et des régions viticoles, comme plate-forme de travail qui permette une collaboration plus intense entre acteurs économiques et autorités, ainsi que la valorisation des bonnes pratiques. Parmi les résultats attendus, on peut citer: la création d'un forum permanent pour recueillir des informations de qualité, l'amélioration des connaissances mutuelles, l'élaboration d'une stratégie touristique fondée sur le vignoble, la rédaction et la diffusion d'une charte de l'œnotourisme européen et la mise au point de nouvelles méthodes pour promouvoir le tourisme et la culture du vin.»

Toni Alujas, mairie de Vilafranca del Penedès
talujas@ajvilafranca.org
www.vintur.org

INTERACT

IQ-Train: réseau des gestionnaires Interreg



Coût total: 540 000 EUR
Contribution UE: 270 000 EUR

«IQ-Train est le réseau des responsables et gestionnaires de l'initiative communautaire Interreg. Ce projet pilote fondé sur les expériences antérieures d'Interreg consiste à mettre en œuvre un dispositif de transfert de savoir-faire pour et par les acteurs de l'initiative de coopération, en particulier les membres des comités de pilotage et de suivi, afin de réussir l'élargissement en facilitant l'intégration des autorités de gestion des États nouvellement arrivés dans l'Union.»

Sabine Rosenberger, secrétaire d'IQ-Train
Sabine.Rosenberger@noel.gv.at
www.iq-train.net

Troisième rapport d'étape sur la cohésion

L'état des régions réclame une solidarité accrue

En mai 2005, la commissaire Danuta Hübner a présenté le troisième rapport d'étape sur la cohésion ⁽¹⁾ qui dresse l'état des régions dans l'Union élargie en termes de revenu, d'emploi et de productivité. 64 régions, soit plus du quart de la population de l'UE, ont un PIB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne communautaire.

L'Union élargie présente des disparités de richesse considérables: en 2003, les niveaux de PIB par habitant sont compris entre 41 % de la moyenne de l'UE en Lettonie et 215 % au Luxembourg. L'Irlande est le deuxième pays le plus prospère avec un PIB atteignant 132 % de la moyenne de l'Union. Dans tous les nouveaux États membres, le PIB par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne de l'EU-25; en Bulgarie, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne et en Roumanie, il n'atteint pas la moitié de ce niveau.

En 2002, le PIB par habitant était compris entre 189 % de la moyenne de l'EU-25 dans les dix régions les plus prospères et 36 % dans les dix régions les moins prospères. Plus d'un quart de la population de l'Union, dans 64 régions, a un PIB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne. Dans les nouveaux États membres, cela concerne 90 % de la population, excepté dans les régions de Prague, de Bratislava et de Budapest ainsi qu'à Chypre et en Slovénie. Dans l'EU-15, où 13 % seulement de la population sont concernés, les régions à faibles revenus sont concentrées dans les nouveaux Länder allemands, dans le sud de la Grèce, de l'Espagne et de l'Italie et au Portugal.

Taux d'emploi et compétitivité. Les taux d'emploi nationaux, qui atteignent une moyenne de 62,9 % pour l'EU-25 en 2003, restent nettement inférieurs à l'objectif de 70 % fixé dans l'agenda de Lisbonne pour 2010 sauf dans quatre États membres: Danemark, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni. En Pologne, le taux d'emploi n'est que de 51,2 %. Pour l'ensemble de l'UE, quelque 22 millions d'emplois supplémentaires sont nécessaires pour atteindre l'objectif des 70 %. Dans les nouveaux États membres, le nombre d'emplois devrait augmenter d'un quart, soit 7 millions, pour atteindre cet objectif. Au niveau régional, le tableau est plus diversifié qu'au niveau national. Un quart seulement de la population de l'EU-25 réside dans des régions où un taux d'emploi de 70 % a déjà été atteint, ce qui signifie que 200 des 254 régions de l'Union sont en deçà de cet objectif.

Les différences entre les États membres sont encore plus marquées pour la productivité: celle-ci est inférieure à 30 % de la moyenne de l'EU-25 en Pologne et

dans les trois États baltes, mais supérieure à 150 % au Luxembourg et en Irlande. Dans l'ensemble des pays de l'EU-15, Portugal excepté, la productivité dépasse celle de tous les nouveaux États membres.

Disparités internes. Les disparités régionales à l'intérieur des pays sont plus marquées qu'au niveau national mais elles sont en diminution: le rapport entre les parts de PIB des régions respectivement les plus et les moins prospères a été ramené de 12 à 8,5 au cours de la période 1995-2002. Les disparités internes les plus grandes sont observées en Hongrie, où 20 % des habitants des régions les plus prospères représentent 2,6 fois la part dans le PIB des régions les moins riches. Depuis 1995, c'est aussi en Hongrie que ce chiffre a augmenté le plus. La Belgique, la République tchèque, la Slovaquie et le Royaume-Uni ont également des niveaux élevés de disparités internes. C'est en Allemagne, en Grèce, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède que ces disparités sont les plus faibles. L'Italie est le seul pays où les disparités régionales se sont nettement réduites, bien qu'en Espagne et en Autriche elles se soient également atténuées quelque peu.

Au-delà de ces données, le rapport d'étape fournit également des informations sur la façon dont les États membres et les régions ont profité de l'évaluation à mi-parcours des Fonds structurels pour réajuster leurs programmes de développement.

Le rapport s'inscrit enfin dans la perspective de l'après-2006. À cet égard, les niveaux de disparités constatés dans l'Union témoignent de la nécessité de poursuivre une politique de cohésion volontariste. Les réformes proposées pour la politique de cohésion et le développement rural, qui mettent l'accent sur l'emploi et la croissance, devraient contribuer à mieux mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne. Non seulement ces mesures bénéficieront d'une incitation financière, souligne le rapport, mais une impulsion politique plus forte sera également donnée à l'échelle locale.

Pour en savoir plus:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/interim3_fr.htm

Les PIB régionaux par habitant dans l'EU-25 ⁽¹⁾: des écarts de 32 à 315 % de la moyenne communautaire

Les dix plus élevés			Les dix plus bas		
1	Londres-Centre (UK)	315	1	Lublin (PL)	32
2	Bruxelles-Capitale (B)	235	2	Basses-Carpates (PL)	33
3	Luxembourg (L)	213	3	Mazovie (PL)	34
4	Hambourg (D)	188	4	Podlachie (PL)	35
5	Île-de-France (F)	176	5	Sainte-Croix (PL)	36
6	Vienne (A)	173	6	Hongrie du Nord (H)	37
7	Berkshire, Buckinghamshire & Oxfordshire (UK)	162	7	Opole (PL)	37
8	Province de Bolzano (I)	160	8	Grande-Plaine-du-Nord (H)	38
9	Stockholm (S)	158	9	Slovaquie orientale (SK)	39
10	Haute-Bavière (D)	158	10	Lettonie (LV)	39

⁽¹⁾ En SPA (EU-25 = 100). Année: 2002. Source: Eurostat (avril 2005).

⁽¹⁾ «Troisième rapport d'étape sur la cohésion: vers un nouveau partenariat pour la croissance, l'emploi et la cohésion», COM(2005) 192 final.

REGIO & réseaux

Les Fonds européens et l'environnement

Le WWF (World Wildlife Fund — Fonds mondial pour la nature) a publié *EU Funding for the Environment*, un guide des financements européens en faveur de l'environnement pour la période de programmation 2007-2013. La publication analyse les règlements proposés pour les Fonds et autres instruments structurels ainsi que le programme LIFE+. Le WWF examine les options financières futures dans différents domaines comme la protection de la nature et de l'eau, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les transports durables. Le guide présente aussi 18 projets de bonnes pratiques de développement durable ayant reçu une aide des Fonds et autres instruments structurels au cours de la période de programmation 2000-2006.

www.panda.org/downloads/europe/eufundingforenvironmentweb.pdf

Cohésion et stratégie de Lisbonne

Une nouvelle étude évalue la contribution de la génération actuelle de programmes des Fonds structurels à la stratégie de Lisbonne dans l'EU-15. Effectuée par le Danish Technological Institute (institut technologique danois) pour le compte de la direction générale de la politique régionale, l'étude identifie les synergies et les complémentarités entre les Fonds structurels et la stratégie de Lisbonne, en montrant comment ces synergies et complémentarités peuvent être favorisées au niveau régional.

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docgener/studies/pdf/lisbon2005.pdf

Arc latin

Dans le cadre du dixième anniversaire du processus de Barcelone, l'Arc latin a engagé une réflexion sur les aspects les plus importants de l'approche territoriale pour la coopération en Méditerranée: la cohésion sociale, les migrations, l'égalité des chances, la gouvernance locale et le développement économique durable. Dans ce cadre, la Diputació de Barcelona a réuni à Barcelone, du 14 au 16 septembre 2005, des experts ainsi que des représentants des villes de la Méditerranée et des principaux réseaux de coopération euro-méditerranéenne. La rencontre a permis de dresser l'état des lieux de la coopération entre collectivités territoriales et ses perspectives d'avenir dans le contexte de la nouvelle politique de voisinage. Les résultats des échanges seront présentés aux représentants des États réunis au sommet euro-méditerranéen prévu en novembre prochain. Association de *diputaciones*, de provinces et de départements de la Méditerranée Nord-Occidentale couvrant un territoire allant de l'Algarve (Portugal) à la Sicile (Italie), l'Arc latin a pour objectifs de construire un espace de coopération politique pour la cohésion sociale, de contribuer au rééquilibrage de l'Europe vers l'espace méditerranéen et de tisser des liens avec la rive sud de la Méditerranée. Contact: Diputació de Barcelona, secrétariat de l'Arc latin. Tél. (34) 934 02 20 77.

oce.arclati@diba.es

Politiques en faveur de la jeunesse

Lancé au sommet européen des 16 et 17 juin derniers, l'European Knowledge Center for Youth Policy (EKC) est en quelque sorte l'observatoire des politiques en faveur de la jeunesse, un point d'entrée unique pour trouver de manière aisée des données actualisées issues de la recherche sur la situation des jeunes en Europe. Le projet s'est développé dans le cadre du partenariat de recherche sur la jeunesse entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. L'EKC s'appuie sur un réseau européen de correspondants. Outre les politiques en faveur de la jeunesse, les thèmes couverts comprennent la participation, l'information, la formation, le volontariat, etc. Le site web d'EKC propose un outil spécifique permettant des recherches croisées par pays, année, etc. Toute personne intéressée peut s'enregistrer et participer au développement d'EKC en l'alimentant en informations.

www.youth-knowledge.net

Agenda REGIO

Date	Événement	Lieu
5-7 octobre 2005	«Shaping Best Practice» http://www.best-practice-magdeburg.de/conference.htm	Magdebourg (D)
10-13 octobre 2005	«Open Days — Semaine européenne des régions et des villes» http://europa.eu.int/comm/regional_policy/opendays/about.cfm	Bruxelles (B)
14-15 novembre 2005	«Towards a Knowledge Society — The Nordic Experience» http://europa.eu.int/information_society/activities/gothenburg_conference/index_en.htm	Göteborg (S)
24 novembre 2005	«Financer la croissance et la cohésion dans l'Europe élargie» http://europa.eu.int/comm/regional_policy/events/ifi/index_fr.cfm	Bruxelles (B)
24 novembre 2005	«Sustainable Regions: Making Regions Work» http://www.regional-studies-assoc.ac.uk/events/241105cfp.pdf	Londres (UK)

Dernières publications

Orientations stratégiques communautaires 2007-2013



Disponible dans les 20 langues officielles de l'UE.

Regions matter (Compter avec les régions)



L'action des Fonds structurels dans les vingt-cinq États membres ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie.

CD-Rom multilingue.

Troisième rapport d'étape sur la cohésion



Disponible en 19 langues.

<http://eic.cec.eu.int/PES>

Lancés par la direction générale des entreprises et de l'industrie, les «Pan European Business Co-operation Schemes» (PES — projets de coopération paneuropéenne interentreprises) sont destinés à faciliter la recherche de partenaires commerciaux aux petites et moyennes entreprises. Pas moins de 4 000 PME de 30 pays et représentant plus de 20 secteurs économiques différents peuvent ainsi participer à l'une ou l'autre des 32 manifestations de rapprochement d'entreprises organisées dans le cadre des principales foires commerciales internationales prévues au cours des deux prochaines années. Un budget de 6 millions d'euros a été alloué à l'opération entre septembre 2004 et septembre 2006.



<http://europa.eu.int/comm/agriculture/rur/leaderplus>

C'est l'adresse du nouveau site web, en vingt langues, de l'initiative communautaire de développement rural Leader+. À côté des dernières nouvelles, on y présente les publications, activités, actions et autres réalisations d'intérêt européen mises en œuvre dans le cadre de l'initiative. Une rubrique interactive permet d'accéder à une série d'outils d'information et de mise en réseau: recherche de partenaires, base de données des groupes d'action locale Leader+, base de données des projets de coopération, abonnement à la liste de diffusion.



<http://www.regional-studies-assoc.ac.uk/>

La recherche, l'étude et l'analyse des politiques de développement régional sont la raison d'être de la Regional Studies Association (RSA — Association pour les études régionales), basée au Royaume-Uni mais ayant des antennes dans divers pays et comptant parmi ses membres des organisations et intervenants individuels (acteurs «de terrain», chercheurs, étudiants...) du monde entier. Véritable réseau international du développement régional, la RSA produit diverses publications (journal, lettre d'information, livres), organise des conférences et autres plates-formes d'échanges, tout en gérant un registre de données en ligne sur la recherche en matière de politique régionale.



<http://www.southwestukbrusselsoffice.com>

Le site web de la représentation de la région sud-ouest de l'Angleterre à Bruxelles est un bon exemple d'outil d'information et de communication au service de la promotion régionale. Entre autres pages, une section «Policies and projects» présente de façon très concrète une cinquantaine de projets locaux soutenus par les programmes des objectifs n° 1 ou n° 2 dans divers secteurs.



2007-2013: préparer la nouvelle génération de programmes avec le site Info regio

Les États membres et les régions préparent la prochaine période de programmation 2007-2013. Le site Info regio présente de nombreuses informations et des documents importants à tous les acteurs impliqués dans cette démarche. Il s'agit de faciliter les échanges entre eux et d'informer le grand public des progrès réalisés. N'hésitez pas à adresser vos questions et contributions à la DG Politique régionale.

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/debate/forum_fr.htm

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale
Unité 01 «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne:
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2005
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications
Publications.eu.int